



Radicalisation et extrémisme violent

## Internet et les réseaux sociaux aident à propager les fléaux

Avec l'avènement des nouvelles technologies, et la «démocratisation d'Internet et des réseaux sociaux, le phénomène de l'extrémisme violent et le terrorisme se sont propagés dans nombre de pays, notamment en Afrique a estimé, hier à Alger, le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, qui a réitéré «la disponibilité de l'Algérie à partager son expérience dans la lutte contre ces fléaux».

Page 3

Festival national de la musique et danse diwane

## Nécessité d'un confortement financier

Page 15

Produits alimentaires et médicaments

# La facture d'importation toujours en hausse

La facture d'importation des produits alimentaire est toujours en hausse malgré les mesures prises par les autorités publiques. Durant les cinq premiers mois de l'année, elle a été tirée essentiellement par les importations de céréales, de lait et de médicaments, selon les services des Douanes.

Page 2



Equipe nationale

## Hattab lâche Madjer

Page 18



Institutions publiques

## La lutte contre la corruption en débat

La direction générale de la Fonction publique et de la réforme administrative, estime que les conditions de recrutement, de promotion et les perspectives de gestion de la carrière professionnelle et des ressources humaines sont de nature à inciter le fonctionnaire à respecter l'éthique de sa profession et de lutter contre la corruption.

Page 3



Par Saâd Taferka

Les pouvoirs publics en charge de la protection du patrimoine forestier ont, depuis plusieurs mois, multiplié réunions et concertations afin de bien préparer la campagne de lutte contre les incendies, tout en mettant en œuvre le maximum de mesures de prévention.

Outre les mesures classiques de prévention (sensibilisation, nettoyage et désherbage à la lisière des forêts et au-

Pour ne plus revivre le drame de l'été 2017

## Mobilisation maximale contre les feux de forêts

dessous des lignes électriques, travaux sylvicoles...), il a été décidé, cette année, que les travaux de désenclavement des massifs (aménagement et ouverture de pistes) soient confiés par marché de gré à gré à l'entreprise publique de Génie rural. Les walis ont été instruits par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales d'engager ces procédures pour tous les travaux requérant une urgence particulière.

Le souvenir et les séquelles des incendies de l'année passée - avec près de 54 000 ha de forêts incendiés, des dizaines de têtes de cheptel décimées et même des

personnes brûlées ou ayant succombé suite à la suffocation par les fumées -, sont encore vivaces. Le gouvernement et les services techniques sur le terrain - Protection civile et administration des forêts - tiennent à tirer les leçons de ce drame, à la fois écologique et économique, en mobilisant le maximum de moyens humains et matériels et, surtout, en agissant sur le volet de la prévention, d'autant plus que cette année se caractérise par une pluviosité printanière exceptionnelle qui est à l'origine d'une remarquable remontée biologique.

Page 4



Produits alimentaires et médicaments

## La facture d'importation toujours en hausse

**La facture d'importation des produits alimentaires est toujours en hausse malgré les mesures prises par les autorités publiques. Durant les cinq premiers mois de l'année, elle a été tirée essentiellement par les importations de céréales, de lait et de médicaments, selon les services des Douanes.**



Par Massi Salami

La facture d'importation du Groupe des produits alimentaires a atteint 3,936 milliards de dollars (mds usd) entre janvier et la fin mai 2018, contre 3,791 mds usd durant la même période de 2017, soit une hausse globale de l'ordre de 145 millions de dollars (+3,82%), indique le Centre national de l'information et des statistiques des Douanes (Cnis).

Sur les 3,936 mds usd d'importations alimentaires globales, les six principaux produits alimentaires (céréales, lait, sucre et sucreries, café et thé, légumes secs et viandes) ont été importés pour 2,892 mds usd contre 2,855 mds usd sur la même période de 2017. Une hausse de près de 37 millions usd, correspondant à un augmentation de l'ordre de 1,31% a été notée.

Ainsi, la facture des céréales, semoule et farine, représentant plus de 36% des

importations alimentaires de l'Algérie, a grimpé à 1,428 mds usd contre 1,258 mds usd, soit une augmentation de 170 millions de dollars (+13,5%) entre les deux périodes de comparaison.

Pour le lait et matières premières des produits laitiers, les importations ont également enregistré une hausse en s'établissant à 701,03 millions usd contre 672,12 millions usd, en hausse de près de 29 millions usd.

En revanche, les importations pour le reste des produits alimentaires essentiels ont enregistré des baisses. Ainsi, les importations des viandes ont reculé en s'établissant à 92,63 millions usd contre 122,8 millions usd, en baisse de 30,16 millions usd.

Quant à la facture d'importation du sucre et sucreries, elle a diminué à 377,01 millions usd contre 476,32 millions usd, en baisse de 100 millions usd. Pour les légumes secs, ils ont baissé à 137,37 millions usd contre

154,55 millions usd.

De même, les importations du café et thé ont enregistré une baisse à 156,3 millions usd contre 171 millions usd.

En dehors de ces six principaux produits, le reste du Groupe des produits alimentaires a été importé pour 1,04 mds usd de janvier à mai 2018 contre 936 millions usd l'année précédente. Aussi, les huiles destinées à l'industrie alimentaire (classées dans le Groupe des biens destinés au fonctionnement de l'outil de production), leurs importations ont également augmenté à près de 392 millions usd sur les cinq premiers mois de 2018 contre 383 millions usd sur la même période de 2017.

Par ailleurs, la facture d'importation des médicaments a nettement augmenté en se chiffrant à 922,54 millions usd sur les cinq premiers mois 2018 contre 671,26 millions usd à la même période de 2017, en hausse de plus de 250 millions usd (+37,43%)

Pour rappel, de nouveaux mécanismes d'encadrement des importations de marchandises, dont des produits alimentaires, avaient été mis en place en janvier 2018 dans le but de réduire le déficit commercial et de promouvoir la production nationale.

Il avait été décidé de la suspension provisoire d'importation de plus de 800 produits et l'instauration de mesures à caractère tarifaire prévues par les dispositions de la loi de finances pour 2018 et ce, à travers l'élargissement de la liste des marchandises soumises à la Taxe intérieure de consommation (TIC) au taux de 30% et le relèvement des droits de Douane pour des produits alimentaires.

Le projet de Loi de finances complémentaire 2018 a institué un droit additionnel provisoire de sauvegarde applicable aux opérations d'importation de marchandises, à savoir «le refus du dialogue avant la reprise par le corps des activités hospitalières et péda-

M. S.

Affaire des 701 kg de cocaïne

### Evoquer l'implication de juges, c'est vouloir «faire dévier l'enquête»

Les informations relayées sur une pseudo-implication de juges dans l'affaire des 701 kg de cocaïne saisies au port d'Oran, «sont infondées» et ont pour objectif «d'attenter au corps des magistrats et de faire dévier l'enquête», a affirmé samedi le Syndicat national des magistrats (SNM) dans un communiqué.

Les informations relayées par certains médias sur une pseudo-implication de magistrats dans l'affaire des 701 kg de cocaïne ont pour objectif de «faire dévier l'enquête dans une tentative orchestrée visant à attenter à la crédibilité de la justice et à ses institutions conduites par des cadres intègres et compétents et qui ont su assumer, tout au long de leur carrière, leurs responsabilités dans l'application de la loi et veillé à la protection du citoyen et du pays», a précisé le SNM dans son communiqué.

Le Syndicat national des magistrats a exprimé, dans ce cadre, sa «stupéfaction» de ce qu'il a qualifié d'«allégations», portant une implication de magistrats nommément désignés dans l'affaire de trafic de cocaïne, dont l'enquête est «au tout début», soulignant «son droit à user de toutes les voies et moyens légaux contre ces agissements».

Ces informations relayées par certains médias, sans s'assurer de leur exactitude et leur source, sont de nature «diffamatoire», dont l'objectif est de «porter atteinte à l'image des magistrats», d'autant qu'elles «ont terni l'image du secteur de la justice en Algérie devant l'opinion publique nationale et internationale, mais demeurent toutefois des actes incriminés par la loi et le Code pénal», a fait savoir le SNM.

Après avoir rappelé la mobilisation des magistrats contre «toutes formes de corruption», le syndicat a appelé les différents médias à «faire montre de professionnalisme, de responsabilité et de respect de l'image et de la crédibilité des institutions et des cadres de l'Etat algérien, notamment le secteur de la justice en sa qualité particulière qui est le respect des procédures judiciaires, à leur tête le secret de l'enquête» et à «contribuer à moraliser et promouvoir le journalisme à travers les enquêtes, la vérification des informations à l'abri de toute diffamation ou injure contre les personnes».

R. N.

Médecins résidents

## Reprise du service hospitalier et des activités pédagogiques

Les médecins résidents au niveau de l'ensemble des Facultés de médecine nationales ont repris hier le service hospitalier et les activités pédagogiques sans exception, après huit mois de grève.

Suite à la décision du Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra) prise vendredi soir, l'activité a été reprise dans les 10 établissements hospitaliers universitaires (EHU) du pays, a précisé à l'APS le délégué de Camra, le Dr. Nazim Soualili.

«Cette décision intervient après que le ministère de la Santé, de la

Population et de la Réforme hospitalière a conditionné la reprise du dialogue par la poursuite de toutes les activités hospitalières du corps médical sans exception», a-t-il affirmé, souhaitant que «le ministère tiendra sa promesse et reprendra le dialogue et la consultation en vue de répondre aux revendications restantes». «Le corps demeure mobilisé derrière le Camra pour défendre ses revendications légitimes», estime le Dr Soualili, appelant les ministères de tutelle (la Santé et l'Enseignement supérieur) à «honorer leurs engagements».

Les médecins résidents, en

grève depuis le 14 novembre 2017, avaient boycotté les épreuves du Diplôme d'études médicales spécialisées (Dems), couronnant la formation spécialisée, programmées par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, entre les 18 mars et 12 avril. Ils ont également gelé les activités des gardes et des urgences médicales. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique avait annoncé, la semaine écoulée, que l'examen du diplôme d'études médicales spécialisées (Dems) se déroulera durant la période allant du 1<sup>er</sup> au 19

juillet, notant que cette session de rattrapage sera la dernière à être organisée pour l'année universitaire 2017/2018 et prévenant que «les candidats qui ne s'y présenteront pas seront considérés en situation d'abandon d'études et par conséquent exclus».

En dépit des différents mouvements de protestation observés par le corps médical à Alger, Oran, Blida, Annaba, Constantine, Tlemcen et Sétif, les deux ministères de tutelle ont maintenu leurs positions, à savoir «le refus du dialogue avant la reprise par le corps des activités hospitalières et péda-

gogiques». Les revendications des résidents portent essentiellement sur l'abrogation du caractère obligatoire du service civil et son remplacement par un autre système de couverture sanitaire pour l'intérêt du patient et l'épanouissement socio-professionnel du médecin spécialiste, le droit à la dispense du Service national, le droit à une formation de qualité pour le médecin résident, la révision du statut général du résident, le droit aux oeuvres sociales, ainsi que le droit à l'agrément d'installation à titre privé de spécialistes en biologie clinique.

Bilal L.

Radicalisation et extrémisme violent

# Internet et les réseaux sociaux aident à propager les fléaux

**Avec l'avènement des nouvelles technologies, et la «démocratisation d'Internet et des réseaux sociaux, le phénomène de l'extrémisme violent et le terrorisme se sont propagés dans nombre de pays, notamment en Afrique a estimé, hier à Alger, le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, qui a réitéré «la disponibilité de l'Algérie à partager son expérience dans la lutte contre ces fléaux».**



Par S. A. Mohamed

«Le phénomène de radicalisation et d'extrémisme violent est aujourd'hui un fléau auquel est confronté un nombre croissant de pays», a estimé M. Messahel à l'ouverture des 3<sup>èmes</sup> conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent, placées sous le thème «Investir dans la paix et la prévention de la violence dans la région sahélo-saharienne». Il ajoutera que «sa progression dans certaines régions de l'Afrique est facilitée par la combinaison de deux facteurs, venus s'ajouter à ceux que nous connaissons déjà à savoir, d'une part, Internet, les réseaux sociaux, les plateformes cryptées et même le Darknet et, d'autre part, l'inté-

ressement financier de jeunes rendus vulnérables par la pauvreté et l'absence de perspectives socioéconomiques». Il a, en outre, réitéré la disposition de l'Algérie à partager son expérience dans la lutte contre ces phénomènes. «Je réitère la disponibilité de l'Algérie à partager son expérience dans la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme», a déclaré le ministre, relevant que cette manifestation, par sa thématique et par la région à laquelle elle s'adresse, «s'inscrit pleinement dans l'action de sensibilisation, d'échange de bonnes pratiques et de partage d'expérience dans laquelle l'Algérie est engagée à différents niveaux et dans différents foras», M. Messahel a souligné que l'objectif final de ce genre d'initiatives vise à «mobiliser l'effort collectif des

pays et à renforcer nos capacités respectives de lutte contre cette menace qui ignore les frontières, en particulier dans cette région du Sahel avec laquelle l'Algérie partage de fortes relations historiques, humaines, culturelles, économiques et sécuritaires». Pour sa part, le Représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mohamed Ibn Chambas, a affirmé que la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme nécessite la mise en place de stratégies efficaces adaptées aux besoins des populations. Il faut mettre en place des stratégies de lutte efficaces et surtout adaptées aux besoins des populations locales, notamment celles confrontées à toutes sortes de pauvreté et de précarité», a déclaré ce responsable.

Pour sa part, l'ambassadrice de la Suisse en Algérie, Mme Muriel Berset Kohen, a indiqué dans sa communication que «sans nier la nécessité d'une approche sécuritaire pour lutter contre le terrorisme, l'expression de la part des gouvernants d'une volonté politique claire et globale est indispensable pour la mise en place de mesures efficaces de prévention». La diplomate qui a salué, par ailleurs, l'effort de l'Algérie au sein des Nations unies pour créer «une journée internationale du vivre-ensemble en paix», célébrée pour la première fois le 16 mai dernier, a estimé que cette rencontre constitue «une belle richesse pour promouvoir la prévention de la violence extrême et cheminer vers le vivre-ensemble en paix».

S.A.M.

## Chiffre d'affaires des assurances La branche automobile prédominante

Le chiffre d'affaires du marché national des assurances a enregistré une hausse de 8,1% au premier trimestre de 2018 par rapport à la même période de 2017, avec la prédominance constante du marché de la branche assurance de l'automobile, a indiqué le Conseil national des assurances (CNA) dans sa note de conjoncture.

Entre janvier et la fin mars 2018, la production des compagnies d'assurances a augmenté à 39,37 milliards de DA (mds DA) contre 36,42 mds DA à la même période de 2017. Concernant les indemnités fournies par l'ensemble des sociétés d'assurances, elles se sont chiffrées à 15,2 mds DA contre 14,1 milliards de DA (+8%). La structure des règlements reste dominée par les assurances de dommages avec 96,5%, contre 3,5% pour les assurances de personnes. Quant au stock des sinistres à payer, il s'est élevé, au terme du premier trimestre 2018, à 79,4 mds DA, contre 69,8 mds de DA à la fin mars 2017 (+13,7%).

Pour les assurances de dommages, le chiffre d'affaires a été de 35,3 mds DA, soit près de 90% du marché des assurances, alors que les règlements des sinistres a été de 14,7 mds DA.

Par branche de ce type d'assurance, le chiffre d'affaires de l'assurance automobile a été de 20,8 mds DA (contre 19,8 mds DA), en hausse de 4,7%.

L'assurance automobile demeure encore la principale branche du marché des assurances de dommages avec une part de près de 59%. Le nombre de contrats souscrits au titre de la branche automobile est passé de 1 788 678 au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 à 2 303 599 contrats à la fin du premier trimestre 2018, soit une augmentation de près de 29%. Les garanties obligatoires-automobiles ont, quant à elles, enregistré une hausse de 69,5% et détiennent 29,5% du portefeuille de la branche, alors que les garanties facultatives ont régressé de 9,7%. S'agissant des assurances Incendie et risques divers (IRD), leur chiffre d'affaires a été de 12 milliards de DA (hausse de 17%) et détiennent 34% du portefeuille global. La branche transport a réalisé une croissance de 6,6% par rapport au premier trimestre 2017 avec un chiffre d'affaires de 1,35 mds DA tiré essentiellement par le transport maritime.

Le chiffre d'affaires des assurances agricoles a baissé à 631,8 millions de DA (contre 720,8 millions de DA) en conséquence de la baisse des réalisations des sous-branches «production animale», «multirisques engins et matériel agricole» et «responsabilité agriculteur».

Le nombre de contrats de cette branche a reculé à 107 691 au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 contre 114 636 au même trimestre 2017.

Pour ce qui concerne les parts de marché, celle des sociétés d'assurance de dommages à capitaux privés est de 28% avec un chiffre d'affaires de 9,8 mds DA.

Concernant les assurances de personnes (accidents, maladie...), le chiffre d'affaires a été de 3,3 mds DA au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, en hausse de 2,4%.

H. M.

Institutions publiques

## La lutte contre la corruption en débat

Par Karima Nacer

La direction générale de la Fonction publique et de la réforme administrative, estime que les conditions de recrutement, de promotion et les perspectives de gestion de la carrière professionnelle et des ressources humaines sont de nature à inciter le fonctionnaire à respecter l'éthique de sa profession et de lutter contre la corruption.

La lutte contre la corruption constitue une préoccupation majeure pour toutes les administrations publiques pour faire face à tout agissement du fonctionnaire

susceptible, non seulement de porter atteinte à l'image de l'administration, mais d'entraver les parcours de réforme et de développement. Pour le directeur général de la Fonction publique et de la réforme administrative, Belkacem Bouchemlal, les conditions de recrutement et d'équité dans la promotion et la politique de gestion des ressources humaines sont susceptibles de créer un environnement propice à même d'inciter le fonctionnaire à adopter une attitude en harmonie avec l'éthique de sa profession. «La répartition des tâches et des moyens et l'évaluation objective du fonctionnaire peut

avoir des répercussions directes sur son comportement», a-t-il dit, lors des travaux de la Journée africaine de la Fonction publique sous le thème «Lutte contre la corruption au sein des institutions publiques».

Le même responsable a indiqué que «le nouveau mode de gestion à l'instar de la sous-traitance a des répercussions sur le comportement du fonctionnaire, ce qui nécessite la concrétisation de nouvelles règles qui s'allient avec la probité et les valeurs modernes liées à la bonne gouvernance».

Pour sa part, le directeur général du département Afrique au ministère des Affaires étrangères,

Sofiane Mimouni, a fait savoir que le phénomène de la corruption entrave la production et le développement socioéconomique du continent africain, ce qui nécessite davantage d'efforts par les Etats concernés ayant mis la question de la lutte contre la corruption au sein des agendas de l'Union africaine (UA) à l'horizon 2063.

Entre autres, les principaux objectifs que l'UA oeuvre à réaliser dans ce cadre figure la maîtrise des fonds échangés illégalement et dont la valeur dépasse actuellement 50 milliards de dollars ainsi que l'intensification des efforts entre les pays de l'Union et l'échan-

ge des expériences en matière de prévention et de lutte contre la corruption.

Quant à la représentante de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (Onplc), Khadidja Meslem, elle a évoqué dans son intervention l'action de l'Organe qui a initié depuis 2011 des programmes de formation des fonctionnaires publics pour la prévention contre la corruption. Elle a rappelé, par ailleurs, qu'après les élections locales de novembre 2017, il a été procédé au lancement d'une opération de déclaration du patrimoine de 27 000 élus locaux.

K. N.

Pour ne plus revivre le drame de l'été 2017

# Mobilisation maximale contre les feux de forêts

**Les pouvoirs publics en charge de la protection du patrimoine forestier ont, depuis plusieurs mois, multiplié réunions et concertations afin de bien préparer la campagne de lutte contre les incendies, tout en mettant en œuvre le maximum de mesures de prévention.**



Par Saâd Taferka

Outre les mesures classiques de prévention (sensibilisation, nettoyage et désherbage à la lisière des forêts et au-dessous des lignes électriques, travaux sylvicoles...), il a été décidé, cette année, que les travaux de désenclavement et ouverture de pistes soient confiés par marché de gré à gré à l'entreprise publique de Génie rural. Les walis ont été instruits par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales d'engager ces procédures pour tous les travaux requérant une urgence particulière.

Le souvenir et les séquelles des incendies de l'année passée - avec près de 54 000 ha de forêts incendiés, des dizaines de têtes de cheptel décimées et même des personnes brûlées ou ayant succombé suite à la suffocation par les fumées -, sont encore vivaces. Le gouvernement et les services techniques sur le terrain - Protection civile et administration des forêts - tiennent à tirer les leçons de ce drame, à la fois écologique et économique, en mobilisant le maximum de moyens humains et matériels et, surtout, en agissant sur le volet de la prévention, d'autant plus que cette année se caractérise par une pluviosité printanière exceptionnelle qui est à l'origine d'une remarquable remontée biologique. Au cours des 10 dernières années, les céréales -particulièrement les fourrages et l'orge - sont moissonnées dès la mi-mai. Cela n'a pas été le cas pour cette année qui a vu la pluie et les orages retarder, aussi bien les moissons, que les...incendies de forêts. L'humidité ayant régné au cours de la saison printanière a été à l'origine d'une croissance considérable du sous-bois à l'intérieur et à la lisière des forêts (buissons, herbes sauvages, rejets de souche...), ce qui suscite des appréhensions par-

ticulières dans le corps du service des forêts et de la Protection civile, en raison d'une présence importante d'une matière première fort combustible. Elle le deviendra davantage dans quelques jours lorsque le degré de siccité des herbes et des rameaux aura atteint son pic. Au cours de l'été dernier, ce ne sont pas moins de 54 000 ha de forêts, maquis et buissons qui sont partis en fumée, outre les dégâts dans l'activité agricole, alors que la moyenne des années précédentes était de 28 000 ha/an selon les statistiques de la direction générale des forêts. Les incendies qui entraînent le plus de dommages dans les peuplements forestiers sont ceux qui touchent les jeunes pousses issues de la régénération. Un passage du feu leur est quasiment fatal, particulièrement lorsque les sujets semenciers sont déjà brûlés ou trop éloignés pour transmettre leurs graines. En tant que source de matière première à valeur économique (bois, lièges, plantes médicinales, surface de pâturage...) et en tant qu'écosystème creuset de la plus importante biodiversité du territoire, la forêt algérienne a subi des aléas dans sa composition, sa gestion et ses retards de développement, avec pratiquement le même rythme et la même acuité que l'ensemble des aléas auxquels avait affaire la société toute entière.

Depuis la période coloniale - où il a été enregistré des pics d'incendies de forêts de 100 000 ha/an - jusqu'aux derniers troubles liés à la subversion terroriste, le patrimoine forestier a subi des agressions et des préjudices qu'il n'est pas facile de réparer en quelques années, même si la volonté politique au niveau gouvernemental ne fait pas défaut. La preuve en est que des programmes colossaux, aussi bien au cours des premières de l'indépendance (programmes spéciaux, travaux de DRS défense et restau-

ration des sols), barrage vert...), que lors des derniers plans quinquennaux mis en œuvre par le gouvernement depuis 1999, lui sont destinés par le truchement du secteur de l'agriculture.

Cependant, comme à l'échelle de l'ensemble du pourtour méditerranéen, les espaces forestiers algériens continuent à être, non seulement la proie des flammes, mais également d'autres formes d'agression (coupes abusives de bois, vol de liège, défrichement pour les extensions de parcelles céréalières et même des constructions illicites à l'intérieur des massifs).

## Mettre à jour et renforcer la législation

Les spécialistes en environnement et en développement rural ont établi une série de facteurs, liés souvent à la géographie humaine et sociale des massifs forestiers, et qui concourent d'une façon directe ou indirecte à la dégradation de la forêt en général. Il s'agit, sans entrer dans une large exhaustivité, de la forte présence humaine autour et à l'intérieur des massifs forestiers, de la pauvreté et le chômage caractérisant les ménages ruraux et qui conduisent ces derniers à commettre des délits forestiers pour pouvoir subvenir à leurs besoins primaires (coupe et vente illicites de bois, fabrication de charbon pour les rôtisseries à partir du chêne vert, défrichements pour l'extension des parcelles de céréales, surpâturage...), de la présence des carrières d'extraction de pierres et des stations de concassage à l'intérieur des massifs (activité démultipliée depuis que de nouveaux besoins en ces matériaux se sont exprimés à la faveur des travaux de l'auto-route Est-Ouest et des programmes de construction de logements), des constructions illicites d'immeubles à usage d'habitation ou d'élevage, des incendies liés

aux activités agricoles, à des négligences ou mauvaise gestion des décharges publiques à la lisière des massifs, des actes criminels... etc. Rarement seuls, souvent combinés entre eux, ces différents paramètres ont contribué à fragiliser davantage l'écosystème forestier et réduit l'étendue du couvert végétal. Des niches écologiques propres au singe magot et à certains rapaces de montagne ont été fortement perturbées, voire totalement remises en cause. Des sources dans lesquelles s'abreuvaient des perdrix, des lapins de garenne et d'autres animaux se sont tariées au point de compromettre la vie faunistique en forêt. Cependant, l'interdiction de la chasse et l'exode des populations rurales depuis l'avènement de l'insécurité dans l'arrière-pays montagneux ont conduit à la prolifération du sanglier qui a fini par investir la périphérie des villages et les zones suburbaines. A la périphérie immédiate de certains massifs (à l'image du Parc national du Djurdjura), des espèces ont pullulé par le moyen de l'hybridation. C'est le cas du chacal qui, après copulation avec le chien, a donné à une espèce de chien sauvage qui s'est enhardi à investir certains quartiers des villages en lisière du Parc et qui s'est attaqué à plusieurs reprises aux vergers fruitiers (en dévorant cerises, pêches, abricots...).

Pour protéger la forêt des différents facteurs de régression qui la menacent chaque jour, les pouvoirs publics ont produit, dans le sillage des lois héritées de l'administration coloniale, un ensemble de textes législatifs dont le plus important en la matière est la loi 84-12 relative au Régime général des forêts. Cette loi établit les règles de la police forestière que sont censés mettre en application les agents du service des forêts, service classé théoriquement comme étant relevant du corps paramilitaire. Les officiers et sous-

officiers de ce corps technique dont un grand nombre ont subi, au cours de l'année 2017, des formations de police judiciaire, ont 1000 difficultés à mettre en application les règles de la loi forestière sur le terrain. Pire, la plupart de cadres et agents sont convaincus que cette loi est largement dépassée, aussi bien dans ses dispositions insuffisamment dissuasives, que dans sa non-prise en compte de multiples réalités et facettes que l'environnement forestier a pu développer depuis l'adoption de cette loi en 1984.

## Les impératifs de la gestion rationnelle des forêts

En matière de mesures coercitives contre les délinquants (coup et vol de bois ou liège, défrichement...), les sanctions sont tellement faibles que la récidive ou la consécration du fait accompli deviennent souvent la règle. Ensuite, cette mission a été longtemps entravée par la situation sécuritaire. Après la survenue des premiers actes terroristes dans les wilayas du Nord, les agents forestiers ont été désarmés au même titre que les simples citoyens. A cela s'ajoute la détérioration de certaines infrastructures comme les maisons forestières situées à l'intérieur même des massifs et qui hébergeaient les gardes forestiers chargés de la protection des massifs contre toutes sortes de délits.

Depuis la fin des années 1990, une mouture d'une nouvelle loi forestière a été élaborée par l'administration de tutelle; cependant, à ce jour, aucune suite ne lui a été réservée. Pourtant, plus que jamais, le patrimoine forestier algérien, avec ses 4 millions d'hectares, subit des menaces réelles de contraction en peau de chagrin. La célébration, dans plusieurs wilayas, de la Journée mondiale de la lutte contre la désertification, le 17 juin dernier, a été une occasion de revenir sur la menace qui pèse sur les écosystèmes naturels du fait des changements climatiques survenus au cours de ces dernières années (sécheresse persistante sur plusieurs années, inondations, augmentation de la température moyenne annuelle...) et de l'action anthropique (urbanisation forcée, dénudation des sols suite aux incendies et surpâturages...).

Outre les mesures de prévention contre les incendies de forêts et la lutte contre les feux menée chaque été sur le terrain, la forêt algérienne requiert aussi des travaux de réhabilitation (reboisements, repeuplements, travaux sylvicoles, réseaux de desserte, postes de surveillance [miradors]), de consolidation de son périmètre (opérations cadastrales) et de l'exploitation rationnelle de ses ressources, avec une diversification bien étudiée, à l'image des nouveaux créneaux lancés dans l'exploitation des plantes aromatiques et médicinales, la création de périmètres d'autorisation d'usage et de forêts récréatives. **S. T.**

Séminaire des villes intelligentes à Alger

# Participation de plus de 40 pays

Plus de 40 pays et 15 institutions de renommée mondiale dans le domaine technologique participeront au séminaire international des villes intelligentes prévu à Alger les mercredi et jeudi prochains, a indiqué samedi le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh.



**C**e séminaire «verra la participation de plus de 40 Etats et 15 institutions de renommée mondiale dans le domaine technologique et ce à l'effet d'échanger les expertises et expériences en matière des villes intelligentes» a déclaré M. Zoukh en marge de son inspection des dernières préparatifs au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif Rehal où se tiendra durant deux jours le

Séminaire international des villes intelligentes d'Alger.

L'objectif principal de cette manifestation internationale est de «créer un climat favorable permettant de développer et de promouvoir les start-up qui sont la clé de la création des villes intelligentes», a précisé le wali.

Il a indiqué à ce propos, que la création d'un climat favorable au développement des startups sera en faveur des jeunes universitaires

diplômés de façon à créer de l'emploi et partant, contribuer à réduire le chômage.

En marge de la tenue de ce séminaire, poursuit M. Zoukh, une exposition variée sera organisée au niveau du CIC, qui «mettra en exergue l'état d'avancement enregistré par la wilaya d'Alger en termes de recours aux technologies de pointe dans le cadre du plan stratégique pour la modernisation de la capitale».

Après avoir inspecté l'état des préparatifs au niveau du CIC, le wali a visité, en compagnie de la délégation l'accompagnant (commissions relevant des différents secteurs chargées des préparatifs du séminaire), le Parc des Grands-Vents (Dounia Parc) où se dérouleront les 26 et 27 juin deux concours (solutions innovantes et start-up).

Plus de 200 jeunes représentant toutes les régions du pays et la communauté algérienne établie à l'étranger prendront part au concours des idées innovantes, outre le concours des start-up, ont révélé les organisateurs, faisant savoir que le concours final aura lieu le deuxième jour du Séminaire international des villes intelligentes jeudi 28 juin.

Le wali d'Alger a annoncé que les trois premiers lauréats seront distingués, précisant que «le premier prix est de 500 millions de centimes».

Plus de 4 000 experts nationaux et étrangers dans les domaines des TIC et des start-up sont attendus au séminaire des villes intelligentes, en sus des pionniers de l'investissement en la matière.

Au programme du sommet figure principalement «le rôle du gouvernement dans l'encouragement des nouvelles technologies et des villes intelligentes».

Deux autres thèmes seront évoqués eu égard à leur importance, à savoir «le développement de l'écosystème des start-up et la valorisation du diaspora dans le domaine des technologies et de l'innovation».

H. M.

Selon l'ONS

## L'inflation moyenne annuelle à 4,4% en mai

**L'**évolution des prix à la consommation en rythme annuel a été de 4,4% jusqu'à mai 2018, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel jusqu'à mai 2018 est le taux d'inflation moyen annuel calculé en tenant compte des 12 mois allant de juin 2017 à mai 2018 par rapport à la période allant de juin 2016 à mai 2017.

Quant à la variation mensuelle des prix à la consommation, c'est-à-dire l'évolution de l'indice du mois de mai 2018 par rapport à avril 2018, elle a été de 1,8%.

En terme de variation mensuelle et par caté-

gorie de produits, les prix des biens alimentaires ont connu une hausse de 3,7%.

A titre d'exemple, les prix des produits agricoles frais se sont distingués par une augmentation de 6,4%.

Ainsi, les prix se sont caractérisés par des hausses assez importantes, notamment pour les légumes (+15,1%), les fruits (+9,6%) et la viande blanche (+6,8%).

Par contre, certains produits alimentaires frais ont affiché des variations négatives, principalement les oeufs (-5,2%) et le poisson (-8,3%).

Pour les prix des produits alimentaires industriels (agroalimentaires), ils ont grimpé de 1,1%.

Concernant les autres groupes de marchandises, les prix des produits manufacturés ont connu une légère hausse de 0,2%, tandis que ceux des services ont évolué de 0,3%.

Par groupe de biens et services, les prix de l'habillement-chaussures ont enregistré une hausse de 0,9%.

Cette tendance haussière des prix a également concerné le groupe santé-hygiène corporelle avec un taux de 1,1%.

Quant aux prix du reste des produits, ils se sont caractérisés par des stagnations, selon la même source. Pour rappel, la Loi de finances 2018 prévoit une inflation de 5,5%.

Riad D.

Aquaculture continentale

## Exportation du sandre et de la carpe vers la Hongrie, la France et la Tunisie

**D**es exportations du sandre et de la carpe ont été réalisées vers la Hongrie, la France et la Tunisie, a annoncé samedi à Tizi Ouzou lors du 2<sup>ème</sup> Salon vétérinaire, productions animales et aquaculture, le spécialiste en aquaculture, Toufik Boutouchent.

Dans sa communication sur la promotion de l'investissement et de l'entrepreneuriat dans le domaine aquacole, Toufik Boutouchent a indiqué que depuis la fin 2017, des

quantités régulières d'une tonne en moyenne de sandre, produits dans les barrages des wilayas de Aïn Defla et Guelma, sont exportées vers la Hongrie et la France.

«Des Hongrois qui ont visité ces deux sites de production extensive avec une croissance naturelle de ce poisson à la chair très fine, appelé aussi le merlan d'eau douce, ont apprécié la qualité et la taille de ces poissons». Une quantité similaire de ce poisson est aussi exportée de manière

régulière depuis l'hiver dernier vers la France, où on la retrouve dans l'un des plus grands marchés de produits frais à Paris, a-t-il ajouté. Quant à la carpe (chinoise et à grande bouche), produite en Algérie, elle est exportée vers la Tunisie, a ajouté ce même responsable qui a indiqué que ce poisson est destiné aux touristes allemands et danois qui sont amateurs de ce poisson. Lors de sa communication, ce spécialiste a observé que l'aquaculture marine

et continentale est une branche de l'agroalimentaire qui va contribuer à la sécurité alimentaire, tout en créant de l'emploi, en valorisant les territoires et en améliorant le revenu des ménages. L'aquaculture continentale permet aussi de valoriser l'eau et de fournir du poisson frais aux populations de l'intérieur du pays, a-t-il rappelé.

Le conférencier qui occupe actuellement le poste de directeur de la pêche et des ressources

halieutiques de Sétif qui chapeaute les wilayas de Batna, M'sila et El Bordj, une zone dédiée à l'aquaculture continentale, car ne disposant pas de façade maritime, a encouragé les jeunes et les investisseurs potentiels à investir dans cette filière d'avenir ou dans ses activités annexes (fabrication d'aliments, de filets...) pour rendre le poisson disponible régulièrement à des prix raisonnables et réussir le pari de la sécurité alimentaire.

Reda A.

Ouargla  
**Réception  
prochaine du  
marché régional  
de gros**

Le projet de réalisation du marché régional de gros des fruits et légumes de la commune de Aïn El Beida (wilaya de Ouargla) sera réceptionné prochainement, a-t-on appris hier auprès de la direction locale du commerce.

Ce projet est actuellement à 75% d'avancement des travaux, a-t-on signalé en précisant qu'hormis les carres qui restent encore à aménager, les diverses autres structures ont été finalisées, à l'image du bloc administratif, d'une annexe bancaire, du siège des associations professionnelles et des entrepôts de tri et de conditionnement.

Première du genre au niveau de la région du sud-est du pays, cette structure commerciale couvrant 20 ha a été confiée pour sa réalisation, pour un investissement de plus de 1,2 milliard de DA, à la société de réalisation et gestion des marchés de gros Magros.

Le marché de gros disposera aussi d'autres commodités pour le confort et la quiétude des clients et des commerçants, dont un poste de police, une salle de prière, une salle de soins, une pharmacie, un parking, une station de services, un restaurant, une cafétéria et des espaces verts.

Prévoyant 96 carrés commerciaux de 50 à 100 m<sup>2</sup>, ce marché de gros devra générer, une fois entré en exploitation, un millier d'emplois, selon la même source.

Reda A.

Transports et travaux publics

# 135 milliards de dollars d'investissements en deux décennies

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, a indiqué, samedi à Alger, que le volume d'investissements dans le secteur avait atteint près de 135 milliards de dollars durant les deux dernières décennies.



**S'**exprimant à l'occasion du lancement d'un portail électronique pour le service public dans son secteur mis en place au profit des citoyens, des professionnels et des différents opérateurs, M. Zaâlane a affirmé que cette enveloppe avait été consacrée à son secteur dans le cadre des différents programmes quinquennaux initiés par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

Ces investissements ont permis la réalisation d'un réseau routier, la modernisation des ports et aéroports, métro, tramway et le réseau ferroviaire qui ne dépassait pas les 1 000 km en 2000. Ce dernier atteint aujourd'hui 4 200 km et ira jusqu'à 6 300 km à l'horizon 2022, a-t-il précisé.

L'objectif escompté à travers la réalisation d'un réseau ferroviaire est d'atteindre à l'horizon 2020-2022 une capacité de transport de 17 millions de tonnes de marchandise et 60 millions de voyageurs par année, a-t-il soutenu.

S'agissant du réseau routier, l'accent a été mis sur la dimension sociale à travers le désenclavement des habitants des régions montagneuses ainsi que sur la dimension économique du pays.

Nous comptons 36 aéroports aujourd'hui, a-t-il fait savoir, ajoutant que les grandes villes ont vu la réception de nouvelles aérogares internationales à l'image de celle d'Oran, ajoute M. Zaâlane, il sera mis en service début 2019.

En ce qui concerne les ports, le nombre de ports en Algérie a grimpé de 28 en 1999 à 48 actuellement, a souligné le ministre, mettant en avant le rôle actif de ces structures en matière d'exportation des produits algériens dont le ciment, le fer, le phosphate et les produits agricoles et alimentaires.

Il a fait état, dans ce cadre, des travaux d'expansion des ports de Djendjen (Jijel),

Oran et Alger, affirmant que le pays misait sur les moyens de transports modernes et sur la numérisation du secteur.

Lors d'une conférence de presse, le ministre a fait état de la réception prochaine de plusieurs projets du secteur des transports et des Travaux publics qui constitue «le carburant» de l'économie nationale à travers la mise en place d'infrastructures de base en vue d'impulser l'activité économique.

A ce titre, M. Zaâlane a relevé qu'en dépit des conditions financières difficiles, le président de la République a décidé de poursuivre les investissements dont ceux à portée sociale et économique.

Il a rappelé, dans ce cadre, la décision du président de la République relative à la finalisation du dernier tronçon de l'autoroute est-ouest jusqu'à la wilaya d'El Taraf tout en prévoyant différentes stations d'entretien et de service outre les stations de péage.

Il a également souligné que «si la lon-

gueur de l'autoroute est de 1 200 km, il existe 13 échangeurs d'une longueur de 1009 km, lesquels constituent des autoroutes qui relient les différentes régions, notamment celle disposant de ports.

## Acquisition de 12 nouvelles rames de métro

M. Zaâlane a fait état de la poursuite des travaux d'expansion de la ligne du métro à la wilaya d'Alger au niveau des stations de Bab el Oued et Baraki.

Il a souligné, à ce titre, que 12 nouvelles rames allaient être acquises avec une moyenne d'une rame par mois, révélant que la première rame sera réceptionnée samedi.

Concernant les ports, le ministre a indiqué qu'il a été procédé à la réalisation de 10 bateaux remorqueurs dans les ateliers espagnols dont six seront réceptionnés avant la fin de l'année en cours.

S'agissant du renouvellement de la flotte du transport aérien, M. Zaâlane a souligné qu'«à l'horizon 2021, la moitié de la flotte (30 avions) atteindra 25 ans d'âge, ce qui nécessitera une opération de renouvellement pour acquérir de nouveaux avions».

Il a indiqué, à ce propos, que le Président de la République a donné pour instructions de renouveler la flotte aérienne de 20 à 25 avions aux horizons 2024-2025, outre la diversification des destinations programmées par la compagnie aérienne nationale Air Algérie coïncidant avec l'inauguration du nouvel aéroport à la wilaya d'Alger pour en faire un aéroport d'escales.

Par ailleurs, M. Zaâlane s'est félicité de la réalisation de sept lignes de tramways au niveau de sept villes intérieures.

## Travaux de maintenance de l'autoroute Est-Ouest

Répondant à une question sur les travaux de maintenance au niveau de l'autoroute est-ouest, le premier responsable du secteur a révélé que cette opération avait débuté depuis près de deux mois, notamment au niveau de Lakhdaria, Boumerdès et la rocade Sud d'Alger, précisant qu'un budget de 500 milliards de centimes avait été consacré à cet effet.

Soulignant la nécessité d'accorder davantage d'intérêt au transport maritime interne des voyageurs, le ministre a rappelé l'entrée en service des dessertes Oran-Aïn turc et Alger-Tamentefoust, outre l'ouverture de deux autres prochainement à Alger et Béjaïa.

R. N.

Hauts-Plateaux et Sud du pays

# La stratégie nationale agricole repose sur le soutien des producteurs

**L**e ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche Abdelkader Bouazghi a souligné, samedi à Naâma, que la stratégie du secteur agricole repose actuellement sur le soutien et l'accompagnement des producteurs dans les Hauts-Plateaux et au Sud du pays.

En inspectant des exploitations agricoles et d'élevage dans la wilaya, le ministre a affirmé que les dispositifs concernés par le soutien et l'accompagnement des agriculteurs poursuivent la concrétisation de la stratégie du secteur agricole visant à améliorer la production agricole en qualité et quantité dans les wilayas des Hauts-Plateaux et du Sud du pays.

Il a ajouté que les recommandations et décisions prises par le président de la République, M.

Abdelaziz Bouteflika, en 2009 à Biskra, ont porté leurs fruits traduits par des résultats positifs, à tel point que certaines wilayas assurent leur autosuffisance en produits agricoles et passent même à l'exportation. Abdelkader Bouazghi a rappelé les efforts déployés par son département ministériel pour résoudre les problèmes et encourager les partenaires et opérateurs à accroître la production et à améliorer la qualité, mettant l'accent sur l'incitation à l'investissement privé comme moteur du secteur et le soutien du développement des filières agricoles stratégiques dont les céréales, le lait, les fourrages et les viandes.

Le ministre a inspecté, lors de sa visite dans la wilaya, le périmètre agricole situé dans la région de Dzira (sud de la commune de

Aïn Sefra) qui s'étend sur une superficie de 174 ha où il a eu des explications sur la situation de la production agricole réalisée dans ce périmètre où les agriculteurs ont bénéficié du soutien financier que l'Etat (164 millions de DA), d'électrification rurale (11 km), de la réalisation de bassins d'eau et de système d'irrigation contribuant à la réalisation d'un rendement positif de plusieurs produits dont les fourrages, les légumes et l'arboriculture fruitière. A l'unité de production du lait dans la commune de Aïn Sefra relevant d'un privé qui produit quelque 7 000 litres/jour de lait et de petit-lait, Abdelkader Bouazghi a eu des explications sur la filière d'élevage de vaches laitières. La direction des services agricoles (DSA) recense plus de 36 000 têtes de

vaches dont 19 000 laitières pour une production de 180 000 litres/jour.

Dans cette collectivité locale, le ministre a donné le coup d'envoi d'un projet d'un investisseur privé portant sur l'équipement et l'aménagement d'une forêt récréative et de loisirs de 14 ha pour un coût de 36 millions de DA.

Il a également inspecté le projet de stabilisation des dunes de la réserve pastorale de Hassi Bouarfa située sur le chemin reliant les communes de Naâma et de Aïn Sefra et s'étendant sur une superficie de 50 ha. Ce projet, qui porte sur la plantation d'arbres fourragers et de plantes adaptées au climat et à la nature de la région, contribuera à mettre un terme à l'avancée du sable et à la protection d'une partie de la ligne

ferroviaire et du dédoublement de la voie routière traversant cette réserve contre la désertification.

Au même lieu, le ministre a procédé au lâcher symbolique de 500 outardes dans le cadre du programme de la réhabilitation des milieux naturels et la reproduction d'espèces de volatiles menacées d'extinction menée par la Conservation des forêts.

Abdelkader Bouazghi a présidé, auparavant, une cérémonie de célébration de la Journée mondiale de la lutte contre la désertification, abritée cette année par la wilaya de Naâma, marquée par l'organisation d'expositions et l'animation de communications.

En outre, il a donné le coup d'envoi de la campagne moisson-battage dans la wilaya.

H. M.

Formation professionnelle à Biskra

# Des diplômés bénéficient d'opportunités d'emplois directs



**Trente-trois diplômés des établissements de formation et d'enseignement professionnels de Biskra ont bénéficié d'opportunités d'emplois directs dans l'une des entreprises industrielles privées de la wilaya, a affirmé le directeur local du secteur, Abdelkader Marzouki.**

**S'** exprimant en marge d'une cérémonie tenue jeudi au cours de laquelle ont été honorés 22 stagiaires de différentes disciplines

de l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle Hassani-Bounab (Insfp) de la ville de Biskra, ce même responsable a indiqué que les stagiaires formés dans la spécialité de technicien supérieur en mécanique de précision vont se voir octroyer des postes d'emploi dans le cadre d'un partenariat entre le secteur de la formation professionnelle et une entreprise intéressée par leurs compétences.

Il a ajouté que les diplômés concernés ont bénéficié d'une formation de haut niveau d'une durée de 30 mois dans cette spécialité au cours de laquelle les stagiaires ont été dotés pendant 24 mois, de toutes les données techniques et théoriques, en plus d'une formation pratique de six mois dans des entreprises économiques et industrielles ponctuée par un mémoire.

Le même responsable a également révélé que 30 nouveaux stagiaires en mécanique de précision obtiendront leur diplôme en avril prochain afin de répondre aux besoins du marché local de l'emploi, ainsi que d'autres disciplines comme l'électrotechnique, la maintenance industrielle et l'électronique industrielle, qui comptabilisent un total de 100 stagiaires.

De son côté, le wali de Biskra, Ahmed Karoum, a fait part de sa disponibilité à soutenir les stagiaires de toutes les disciplines à obtenir un emploi, notamment pour créer leurs propres entreprises, mettant l'accent sur l'assistance dont ont bénéficié 46 stagiaires en aquaculture à travers l'octroi de terrains en vue de réaliser leurs projets.

Reda A.

Batna

## Extension prévue du périmètre agricole de Chemora

Une extension du périmètre irrigué de Chemora dans la wilaya de Batna est prévue, a annoncé le wali Abdelkhalek Sayouda.

Dans une déclaration à l'APS en marge du lancement jeudi, de la campagne moisson-battage depuis la localité de Merkouna dans la commune de Tazoult, le même responsable a précisé que cette extension pour laquelle 8 milliards de dinars ont été réservés touchera prochainement la région de Aïn Touta, affirmant que d'importantes facilitations ont été accordées aux agriculteurs de cette région pour exploiter les eaux

ramenées depuis la wilaya de Mila via le barrage de Koudiet Lemdouar à Timgad dans le cadre du système d'irrigation du barrage de Béni Haroun. Toutes les dispositions nécessaires ont été prises de concert avec les agriculteurs du périmètre agricole de Chemora, a souligné le même responsable, faisant état de la conclusion de conventions avec l'Office national d'assainissement (ONA) pour une meilleure exploitation des eaux d'irrigation destinées aux surfaces réservées à la culture du blé et de l'orge.

L'actuelle saison agricole est caractérisée

à Batna par l'entrée en production pour la première fois d'une tranche du périmètre agricole de Chemora sur une surface de 1 700 ha.

La production céréalière prévue dans la wilaya de Batna devrait atteindre 1,29 million de quintaux, soit un rendement de 12 quintaux à l'hectare avec une augmentation «considérable» par rapport à la précédente saison où la production céréalière n'avait pas dépassé les 108 576 quintaux en raison de la sécheresse, a fait savoir le directeur de services agricoles (DSA), Smaïl Zerguine.

H. T.

El Oued

## Un budget pour améliorer la distribution de l'électricité

Un volume d'investissement de 5,1 milliards de DA a été consenti par la Société de distribution de l'électricité et du gaz zone-Centre (SDC, filiale de Sonelgaz) au cours des cinq dernières années pour améliorer le réseau d'électricité dans la wilaya d'El Oued, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'entreprise.

Cet «important» investissement a été consacré dans le cadre de la stratégie de l'entreprise visant l'amélioration de la qualité du service offert au citoyen, a affirmé le chargé de communication de la direction de la SDC d'El Oued, en précisant qu'il est tenu compte, à ce titre, des zones géographiques

connaissant un dynamisme économique dans les volets industriel et agricole, «en droite ligne de l'orientation générale vers le soutien de l'investissement hors hydrocarbures».

«Les investissements engagés au cours des cinq dernières années sont venus, en plus de soutenir l'activité économique, remédier aux insuffisances dans la distribution publique de l'électricité, accusées ces dernières années dans certaines zones d'habitation à travers les 30 communes que compte la wilaya d'El Oued», a ajouté Lahbib Meslem.

Il a été ainsi procédé à l'installation de 515 postes transformateurs (terrestres et

aériens) pour un réseau de plus de 830 km, précise le responsable en signalant que cinq postes ont été déjà installés en 2018 dans divers quartiers pour un réseau de 8 km.

«Ces opérations ont contribué à l'amélioration du réseau de distribution et l'atténuation des faiblesses dans l'approvisionnement des clients de la société en matière d'électricité et à l'impulsion de la dynamique économique par la création de nouvelles PME dans les zones d'activités et l'accroissement de l'investissement dans l'agriculture irriguée», souligne-t-on à la SDC.

R. N.

Laghouat

## Des projets pour désenclaver la commune de Hadj Mechri

Plusieurs projets ont été retenus, au titre du programme complémentaire de 2018, pour le désenclavement et le développement de la commune de Hadj Mechri (Laghouat), a-t-on appris des services de la wilaya.

Ces projets, dont les procédures préalables à leur lancement ont été finalisées, sont inscrits à l'actif des secteurs des ressources en eau, l'éducation, la jeunesse et les sports et les travaux publics.

La commune s'est vu accorder parmi les opérations de désenclavement, la réhabilitation de la route reliant la région de Tigest et le chef-lieu de commune.

Elle a bénéficié, au volet de l'éducation, de projets de réalisation de salles de cours pour l'école Miris Hadj, pour atténuer sa surcharge, en plus du lancement des travaux de réalisation d'un stade de proximité doté d'une pelouse synthétique au niveau du groupement urbain Aïn El Bekkai, ainsi que la réhabilitation d'une aire de jeu au chef-lieu de la commune.

La réhabilitation de l'ancien château d'eau de la région d'Akneb (200 m<sup>3</sup>) et son raccordement au réseau d'eau potable, fait partie des opérations accordées au secteur des ressources en eau.

Située à l'extrême ouest de la wilaya de Laghouat, la commune de Hadj Mechri demeure, en dépit des nombreux projets qui lui ont été accordés, en quête de nouvelles opérations pour se mettre au diapason des autres communes, selon la même source.

Reda A.

Bordj Bou Arréridj

## La nouvelle gare routière réceptionnée le 5 juillet prochain

La nouvelle gare routière (catégorie A) de la ville de Bordj Bou Arréridj sera réceptionnée le 5 juillet prochain à l'occasion de la double fête de l'Indépendance et de la jeunesse, a annoncé jeudi le wali, Salah El Afani.

Lors de son inspection du projet, le responsable local a exhorté l'entreprise de réalisation et la direction du transport à terminer les travaux d'aménagement extérieur qui restent dans les délais fixés pour assurer la réception à cette date.

Nombre de mesures et projets sont liés à la mise en service de cette gare, dont le nouveau plan de la circulation et la transformation des terrains des actuelles stations de taxis et marchés du centre-ville en espaces verts et aires de jeu, a souligné le wali.

La nouvelle gare routière de Bordj Bou Arréridj se trouve à la sortie est de la ville près de l'échangeur desservant l'autoroute Est-Ouest et l'échangeur de la RN5.

Réalisée sur 6 ha pour 760 millions de DA, cette gare accueillera tous les autocars de transport des voyageurs des lignes interwilayas et intercommunales ainsi que tous les taxis des diverses lignes. Elle dispose de divers locaux et espaces de commerce et services, selon les explications données sur site.

Reda A.

El Tarf

# Recul des affaires traitées par la police au cours du mois de ramadhan



**Une baisse de la criminalité et de la délinquance a été enregistrée durant le mois de ramadhan de l'année 2018 dans la wilaya d'El Tarf avec 237 affaires traitées contre 256 affaires pour la même période en 2017, a indiqué, le responsable de la police judiciaire relevant de la sûreté de wilaya.**

**S**elon le commissaire principal Kadri Abdelkader qui s'exprimait jeudi, lors d'une conférence de presse, ce recul traduit les efforts déployés par les services de police qui ont renforcé leur couverture sécuritaire à travers les lieux réputés être le fief de la criminalité.

La même source qui a, à cette occasion, mis l'accent sur l'implication du citoyen dans

le signalement des crimes et comportements délictueux, a fait état de la multiplication des descentes et autres opérations coup de poing de jour comme de nuit durant le mois de ramadhan

Le dispositif spécial mis en place a mobilisé près de 1500 policiers pour assurer la protection des personnes et de leurs biens à travers les 24 communes de cette wilaya côtière qui a été également renforcée, dans le cadre de la saison estivale, par une trentaine d'autres agents de la police, notamment à El Chatt et El kala, a-t-on noté.

En plus de 97 affaires liées aux atteintes aux personnes et 45 autres aux atteintes aux biens, cette période a été marquée par le traitement de six (6) affaires ayant trait à la cybercriminalité et 41 autres se rapportant à la commercialisation de la drogue, a ajouté la même source faisant état d'une «hausse» de ces deux derniers crimes comparativement à la même période de l'année dernière.

De son côté, le responsable de la sécurité publique au sein de la sûreté de wilaya, le

commissaire Zeghib Labib a signalé pour cette période 63 délits routiers, 10 mises en fourrière ainsi que 15 accidents de la circulation ayant fait 03 morts et 17 blessés.

En plus de 287 retraits du permis de conduire durant la période considérée, la même source a fait état de plus de 2143 patrouilles déployées sur les routes de la wilaya où ont été également dressés 341 barrages auxquels s'ajoutent 765 opérations de sensibilisation des usagers.

L'accent a été en outre mis par l'adjoint du chef de sûreté, le commissaire divisionnaire Chorfa Fouad, sur l'importance des actions de sensibilisation pour éviter les drames des accidents et renforcer la sécurité dans cette wilaya frontalière. Aussi, le dispositif de lutte contre l'informel a été renforcé durant le mois de ramadhan avec 17 opérations menées, a-t-on soutenu, rappelant que plusieurs saisies de marchandises proposées dans des conditions non conformes à la réglementation ont été effectuées.

Reda A.

Annaba

## Récupération de 10 tonnes de déchets plastiques par jour

■ Pas moins de 10 tonnes de déchets plastiques sont récupérées chaque jour, dans la wilaya d'Annaba, à la faveur des opérations de collecte et de tri effectuées par 10 micro-entreprises activant dans le domaine de la récupération des déchets, ont rapporté samedi les services de la direction locale de l'Environnement. Constitués principalement de bouteilles en plastique, de sachets et divers types de matériaux d'emballage et de conditionnement, les déchets en plastique sont récupérés par ces petites entreprises, dont les activités reposent sur la collecte et le traitement des déchets plastiques avant leur transfert vers les entreprises économiques, où elles sont utilisées comme matières premières dans certaines productions industrielles, a-t-on indiqué.

Afin d'encourager, par ailleurs, l'activité de récupération des déchets et d'accompagner les petites entreprises activant dans ce domaine, une décharge, s'étalant sur 28 hectares et réservée aux déchets plastiques, a été aménagée à proximité du centre d'enfouissement technique (CET), implanté dans la région «El Barka zergua», a ajouté la même source. De son côté, la Maison de l'environnement d'Annaba a lancé des formations en direction des travailleurs exerçant dans le domaine de la collecte et la récupération des déchets en plastique dans le cadre des efforts consentis pour promouvoir le recyclage, la lutte contre la pollution par le plastique et la protection de l'environnement des déchets plastiques jetés de manière anarchique. Dans ce contexte, il est prévu d'étendre les opérations de tri des déchets ménagers à travers les quartiers résidentiels pour faciliter et encourager le processus de récupération, consécutivement à une opération pilote lancée dans la cité «kalitoussa» dans la commune de Berrahal, a-t-on souligné.

R. T.

## Tissemsilt Une visite de solidarité avec les enfants hospitalisés

■ Les services du Croissant rouge algérien (CRA), relevant de la wilaya de Tissemsilt, ont organisé jeudi des visites pour les enfants hospitalisés au niveau de différents structures de santé, a-t-on appris auprès de ces mêmes services. Cette initiative a été organisée en collaboration avec la direction de la santé et de la population, à l'occasion de la célébration de la journée de l'enfant africain, coïncidant avec le 16 juin, a indiqué M. Abderrahmane Guanit, ajoutant que des animations clown ont été organisées au profit de ces enfants.

Ce programme de visite a été par ailleurs une occasion pour rendre un hommage aux équipes médicales et paramédicales qui travaillent dans établissements hospitaliers publics à Tissemsilt, Thniet El Had et Bordj Bounaama. Ces actions renrent dans le cadre du programme annuel des services locaux du croissant rouge, et qui vise à la prise en charge sociale des catégories démunies et fragiles, sur un plan sociale, psychologique et humain. Ces mêmes services comptent par ailleurs lancer prochainement une campagne de sensibilisation sur l'importance des visites des malades hospitalisés, avec la participation de la DSP et du mouvement associatif.

R. N.

Lutte contre les incendies à Constantine

## Plus de 60 km de pistes forestières aménagées

**P**lus de 60 km de pistes forestières ont été aménagées dans la wilaya de Constantine pour prévenir les incendies, a indiqué samedi un cadre de la Conservation des forêts.

L'opération, qui a ciblé plusieurs communes de la wilaya, est inscrite dans le cadre des efforts déployés par les responsables de ce secteur visant principalement la réduction des dégâts des incendies, a précisé le chargé de l'information et de la communication à la Conservation des forêts, Ali Zegrou, rappelant que 328,75 hectares ont été endommagés, l'année passée dans des incendies.

Ce projet, lancé au titre de l'exercice 2017, fait partie d'un total de 73 km pro-

grammés en faveur notamment des localités les plus touchées par les incendies durant les années précédentes, à l'instar des communes d'Ibn Badis et El Khroub, selon le responsable.

Les mechtas de Deraa Naga dans la commune d'El Khroub, Khenaba et El Biar dans la localité d'Ibn Badis, Ain Bornas dans la commune d'Ain Abid, Ferdjela à Zighoud Youcef, Megharoual dans la localité d'Ibn Ziad ainsi que le site forestier de Chettaba à Ain Smara sont les zones, qui ont bénéficié de cette opération, a détaillé M. Zegrou. S'inscrivant au titre de l'exercice 2018, un programme similaire consistant en l'aménagement d'un linéaire total de 114 km de ce type de pistes «sera pro-

chainement» entamé, a-t-il ajoute, faisant savoir que le lancement de ce projet est en phase administrative.

Mettant en relief «les importantes retombées socioéconomiques de ces pistes pour les populations riveraines», M. Zegrou a précisé que ces axes forestiers «contribueront efficacement à la lutte contre les incendies de forêts et faciliteront la conduite des travaux de reboisement et d'entretien du patrimoine forestier».

«L'opération permettra à terme le désenclavement de certains hameaux et la réalisation des projets de proximité de développement rural intégré (PPDRI)», a-t-il relevé.

R. N.



# CONFLITS

Syrie

## L'aviation russe bombarde des zones rebelles dans le Sud

La Russie a bombardé, tard samedi, des zones contrôlées par les rebelles dans le sud de la Syrie, pour la première fois depuis qu'elle a accepté une trêve dans cette partie du pays, il y a près d'un an, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).



Selon l'Osdh, la Russie a lancé près de 25 frappes sur des villes contrôlées par les rebelles dans l'est de la province de Deraa, dans le sud du pays en guerre.

L'Osdh n'a fourni aucun bilan.

«D'intenses raids aériens russes frappent des villes dans l'est de la province de Deraa pour la première fois depuis que la trêve a été conclue dans le sud de la Syrie l'année dernière», a indiqué Rami Abdel Rahman de l'Osdh.

Les avions utilisés samedi lors de ces raids provenaient de la base Hmeimim, une base permanente de l'armée russe, située dans le nord-ouest de la Syrie, selon l'observatoire.

«Les frappes russes ont débuté vers 22h30 (19h30 GMT) et se sont arrêtées après minuit», a déclaré Ibrahim Mohammad, un chroniqueur indépendant dans les médias de la ville de Basr al-Harir, au nord-est de Deraa.

Il a raconté qu'en entendant les avions, les habitants de la ville et lui-même se sont réfugiés dans les sous-sols et les abris anti-bombardements, avant de décrire le bruit sourd et constant du bombardement durant près de deux heures. La Russie, les Etats-Unis et la Jordanie avaient accepté en juillet 2017 de respecter une zone de désescalade dans les parties contrôlées par les rebelles dans le Sud afin d'y

réduire les hostilités.

Depuis lors, les avions russes - qui opèrent en Syrie depuis 2015 - avaient évité de bombarder des positions rebelles dans le sud. Les raids russes interviennent au moment où, depuis mardi, les troupes de Bachar al-Assad bombardent les zones contrôlées par les rebelles dans l'est de Deraa. Le pilonnage et les combats se concentrent dans une zone à cheval entre cette province et la partie ouest de la province voisine de Soueida.

Depuis mardi, au moins 19 civils ont été tués dans les zones rebelles, selon l'Osdh. Le régime a perdu huit de ses soldats dans les affrontements samedi avec les rebelles, portant à 13 ses pertes depuis mardi, toujours selon l'Osdh. Plus de 12 000 Syriens ont fui la province de Deraa ces derniers jours.

Selon les Nations unies, ces opérations du régime mettent en danger plus de 750 000 civils dans la région.

Après avoir sécurisé la capitale Damas, l'armée syrienne se concentre sur le sud du pays, où les rebelles contrôlent toujours la majorité des provinces de Deraa et de Soueida.

Cette région stratégique est située non loin du plateau du Golan syrien, dont une large partie est occupée par Israël depuis 1967.

AFP

## La province d'Hassaké libérée de Daech

Les derniers éléments du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) de la province syrienne de Hassaké, dans le nord-est du pays, ont été chassés par des combattants de la coalition internationale, ont annoncé samedi la coalition et l'Osdh. Les Forces démocratiques syriennes (SDF), avaient déjà repris à l'EI plusieurs zones au nord et à l'est du pays, tenues par le groupe terroriste depuis 2015.

Samedi, elles ont nettoyé une série de postes avancés de l'EI dans la province d'Hassaké, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh), une ONG basée à Londres.

«Les SDF ont terminé leurs opérations de ratissage de trois positions de l'EI dans la province d'Hassaké», a indiqué le direc-

teur de l'Osdh, Rami Abdel Rahmane, cité par l'agence AFP. «Désormais, pour la première fois depuis 2013, la province est complètement vidée» des combattants de l'EI, a-t-il déclaré. L'EI avait conquis la province cinq ans plus tôt, au moment où il jetait les bases de son «califat» autoproclamé en 2014, qui s'étendait à cheval sur la Syrie et l'Irak. Des offensives multiples et distinctes ont depuis morcelé le territoire conquis par l'EI en poches réduites et isolées. Début mai, les SDF avaient annoncé la phase finale de leurs opérations destinées à l'éradiquer de la province et des rives de l'Euphrate, dans la province voisine de Deir Ezzor. Le 17 juin, ils avaient délogé les combattants de l'EI de leur bastion de Dashisha dans la province, poursu-

vant leur offensive pour nettoyer leurs dernières positions.

Mustefa Bali, responsable du centre de presse des SDF, a confirmé samedi soir que la présence de l'EI dans l'Hassaké était terminée.

«Hassaké a été complètement libéré pour la première fois depuis 2013», a-t-il déclaré.

Selon l'Osdh, les unités des SDF ont été envoyées dans la province voisine de Deir Ezzor pour y reprendre les dernières positions de l'EI, à l'est de l'Euphrate, tandis que les forces syriennes soutenues par les Russes sont présentes sur la rive ouest du fleuve. Une zone tampon est censée éviter les accrochages entre les deux forces.

R. N.

Irak

## Le Premier ministre s'en prend aux armes de milices

Le Premier ministre irakien, Haider al-Abadi, s'en est pris aux armes de certaines milices, deux semaines après l'explosion d'un stock d'armes appartenant à un groupe armé lié au chef Moqtada Sadr, qui avait fait 16 morts.

«Il y a des groupes qui ont profité de la guerre contre Daech pour stocker des armes afin de menacer l'Etat», a-t-il déclaré lors d'une conférence à l'Université de la défense pour les études militaires dans la

zone verte, secteur ultra-protégé de la capitale.

«Ils voulaient être plus forts que l'Etat pour exercer un chantage sur les citoyens, et cela nous le permettons pas», a-t-il dit.

Au moins 16 personnes avaient été tuées et une trentaine blessées dans l'explosion dans le quartier de Sadr City à Baghdad, le 7 juin.

Le stock d'armes était entreposé dans une maison. Elles appartenaient à Sarayat

al-Salam (la Brigade de la paix), milice liée à Moqtada Sadr et qui faisait partie de Hachd al-Chaabi, les forces paramilitaires ayant joué un rôle décisif dans la lutte contre l'organisation terroriste autoproclamée Etat islamique (Daech/EI).

La liste parrainée par Moqtada Sadr est arrivée en tête aux élections législatives du 12 mai, celle du Premier ministre en troisième position.

R. I.

Ghaza

## Plus de 200 Palestiniens blessés par les forces d'occupation

Plus de 200 Palestiniens ont été blessés vendredi à Ghaza, dont une quarantaine par balles réelles tirées par les forces d'occupation israéliennes, lors des manifestations de la «Grande marche du retour», ont rapporté samedi des médias locaux.

Selon le ministère de la Santé de l'autorité palestinienne, ils étaient 206 manifestants palestiniens qui ont été blessés lors de la manifestation baptisée le «vendredi de fidélités aux blessés», dont 44 victimes touchées par balles réelles tirées par l'armée d'occupation.

Selon des sources locales, les manifestants palestiniens ont du brûler des pneus pour obstruer la visibilité des snipers sionistes, alors que l'armée israélienne procédait à tirs à balles réelles et à des attaques aux gaz lacrymogènes.

Des centaines de Palestiniens ont participé vendredi après-midi aux marches de protestation contre l'occupant israélien dans la bande de Ghaza.

Il s'agissait du 13<sup>ème</sup> vendredi de manifestation palestinienne consécutif depuis le 30 mars, avec pour revendication un appel à la levée du blocus imposé depuis 11 ans par Israël sur cette enclave côtière.

Les manifestants se sont rassemblés dans cinq endroits différents de l'est de Ghaza et des heurts ont éclaté avec les soldats israéliens.

Des médias locaux ont rapporté que des dizaines de Palestiniens avaient été victimes de suffocation après avoir inhalé des gaz lacrymogènes lancés par les soldats de l'occupation.

Au moins 131 Palestiniens ont été tués et 14 000 autres blessés depuis le 30 mars. Un grand nombre de blessés sont dans un état critique, avaient alerté récemment des experts de l'ONU appelant à une réponse internationale aux besoins de santé des Ghazaouis.

Selon les statistiques du ministère palestinien de la Santé, près de 8 000 manifestants de Ghaza ont été récemment hospitalisés, avec plus de 3 900 blessés par balles réelles. Beaucoup ont subi des blessures permanentes, y compris des amputations.

H. M.

## Au-dessus de ses grandes villes La Russie déploie une surveillance radar à basse altitude

Les forces aérospatiales russes ont déployé au-dessus des grandes villes de Russie une surveillance radar capable de déceler des cibles volant à basse altitude, dont les drones.

Le chef des troupes radiotechniques qui font partie de troupes aérospatiales russes, le général Andrei Kobane, a indiqué dimanche à Sputnik qu'il s'agissait d'un système ultramoderne sol-air S-500 dévoilé pour la première fois en vidéo.

«Actuellement, nous avons installé au-dessus des grandes villes de Russie un champ de surveillance radar à basse altitude en mesure de déceler des cibles volant, notamment les drones», a indiqué le général à l'agence Sputnik, précisant que «l'Armée avait mis l'accent sur le rééquipement des troupes en nouveaux systèmes et moyens d'automatisation».

Ces systèmes sont capables de contrôler, en régime automatique, les ordres d'utilisation de l'espace aérien, a ajouté le responsable russe, expliquant que «cet objectif est déjà pleinement réalisé dans la zone de responsabilité moscovite».

H. M.

Zimbabwe

# Un vice-président blessé dans une explosion

L'un des deux vice-présidents du Zimbabwe, Kembo Mohadi, a été blessé par l'explosion qui a secoué samedi une réunion électorale à laquelle participait le président Emmerson Mnangagwa à Bulawayo (sud), a rapporté la télévision d'Etat.



Deux responsables du parti au pouvoir, la Zanu-PF, ont été également blessés par la déflagration, ainsi que trois salariés de la télévision nationale (ZBC), a ajouté le média.

Des témoins et le porte-parole du chef de l'Etat avaient rapporté auparavant qu'une explosion d'origine inconnue avait fait plusieurs

victimes à la fin d'une réunion électorale à Bulawayo (sud) du président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa, qui a été évacué sain et sauf.

"Le président a été évacué avec succès. Il se trouve au siège de la province à Bulawayo", a déclaré son porte-parole, George Charamba, qui a évoqué "une explosion (...) proche de la tribune" où se tenait le

président.

Les médias sur place ont signalé plusieurs victimes, sans autre précisions immédiates.

"Nous pensons qu'il s'agit d'une explosion, qui s'est certainement produite très près de la tribune où se trouvaient les personnalités", a poursuivi M. Charamba, sans autre précision.

De nombreuses ambulances étaient présentes sur place pour évacuer ces blessés, selon les médias.

Selon plusieurs témoins, l'explosion a été ressentie alors que le chef de l'Etat, candidat du parti au pouvoir, la Zanu-PF, à l'élection présidentielle prévue le 30 juillet prochain, venait de terminer son discours devant plusieurs centaines de ses partisans.

La réunion se tenait dans un stade de Bulawayo, la deuxième ville du Zimbabwe, considérée comme un fief de l'opposition.

Les scrutins présidentiel et législatif du 30 juillet sont les premiers organisés depuis la démission en novembre du président Robert Mugabe, qui a dirigé le Zimbabwe depuis son indépendance en 1980. M. Mugabe a été remplacé par M. Mnangagwa, son ancien vice-président. Sauf énorme surprise, Emmerson Mnangagwa est assuré de remporter la présidentielle face à une opposition orpheline de son chef historique Morgan Tsvangirai, décédé en février.

Bilal L.

## Antonio Guterres condamne

Le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a condamné un attentat visant un rassemblement auquel participait samedi le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed.

M. Guterres a fait part de sa "grave préoccupation" et

condamné cet acte de violence, a déclaré son porte-parole Stéphane Dujarric dans un communiqué, exprimant par ailleurs sa solidarité avec le gouvernement et le peuple éthiopiens.

Un assaillant vêtu d'un uniforme de police a lancé une grenade sur ce rassem-

blement à Addis-Abeba peu après que le Premier ministre eut prononcé un discours.

Au moins trois personnes ont été tuées et 164 autres blessées samedi dans un attentat à la grenade survenu lors de ce rassemblement à Addis-Abeba, pour soute-

nir le Premier ministre éthiopien.

L'agence de presse éthiopienne ENA a rapporté que l'explosion avait perturbé le rassemblement peu après qu'Abiy Ahmed s'est adressé à la foule sur la place centrale Meskel.

H. T.

Afin de relever les défis qui se posent au continent

## Les ONG africaines appelées à nouer des contacts

Les organisations africaines de la société civile sont appelées "à ouvrir les canaux de communication et à lier des contacts afin de relever les différents défis socio-économiques qui se posent au continent africain", a affirmé le président du comité préparatif de la 2ème Conférence internationale des ONG africaines, membres du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC), Ali Sahli.

Dans une à l'APS en marge des travaux d'une rencontre de sensibilisation avec les représentants des Collectifs des étudiants étrangers africains en Algérie, et les membres du comité des africains résidant en France (amis de l'Algérie), M. Sahli qui est également président de l'Association nationale des Echanges entre jeunes (ANEJ), a affirmé que cette rencontre vise à établir des ponts pour la

coopération et la complémentarité dans tous les domaines entre les représentants de la société civile en Afrique et les communautés africaines résidant à l'étranger.

Il a ajouté que son association et ses homologues africaines et les différentes associations de la société civile, œuvrent à l'établissement de canaux de communication et de contacts "en permanence" pour élargir la solidarité africaine en "élaborant une stratégie d'action commune afin de trouver des solutions adéquates aux crises que connaissent les pays africains, tels que le terrorisme, la violence, l'immigration illégale, le chômage et la pauvreté ainsi que les problèmes liés à la santé".

Le même responsable a rappelé "que les positions de l'Algérie qui s'apprête à célébrer le 56ème anniversaire de son

indépendance, restent inchangées à l'égard de l'Afrique", ajoutant qu'elle poursuivra sa politique de solidarité avec les pays africains.

Cette rencontre organisée au siège de l'ANEJ, et à laquelle ont pris part des représentants des Collectifs des étudiants étrangers africains en Algérie (plus de 34.000 étudiants actuellement), été une occasion d'écouter leurs préoccupations relatives notamment à l'emploi après la fin des études et leur contribution au développement de leurs pays.

La rencontre s'inscrit dans le cadre de la préparation de la 2ème Conférence internationale des ONG africaines, membres du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC), qui se tiendra du 19 au 21 novembre prochain, à Alger.

R. A.

Guinée-Bissau

## Le parlement adopte à l'unanimité le budget de l'Etat

Le Parlement de Guinée-Bissau a adopté samedi à l'unanimité le budget de l'Etat et s'attelle à la préparation des législatives du 18 novembre après plus de deux années de crise politique.

Les 90 députés présents (sur 102) ont adopté un budget de quelque 212 milliards de francs CFA (environ 324 millions d'euros) présenté par le gouvernement du Premier ministre Aristides Gomes, qui sera en vigueur jusqu'au scrutin de novembre.

Ce pays d'Afrique de l'Ouest a vécu des problèmes politiques depuis la destitution en août 2015 par le président José Mario Vaz de son Premier ministre issu du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), Domingos Simoes Pereira, auquel M. Vaz appartient également.

Un nouvel accord de sortie de crise a été conclu au sommet extraordinaire de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) le 14 avril à Lomé.

M. Aristide Gomes a été nommé Premier ministre deux jours plus tard permettant aux travaux du Parlement, interrompus pendant deux ans, les élections législatives étant fixées au 18 novembre 2018.

"C'est un budget qui était déjà en cours d'exécution quand nous sommes arrivés au gouvernement. Il va donc falloir continuer à travailler dans la même ligne, tout en apportant des réformes dans les institutions chargées de faire entrer les recettes", a déclaré samedi à la presse le nouveau Premier ministre.

"C'est suite à une profonde analyse en ayant à l'esprit l'accord de Conakry (de 2016, resté lettre morte pendant deux ans) que mon parti a voté ce budget", a commenté Certorio Biote, du Parti de la rénovation sociale (PRS), deuxième formation parlementaire qui jusqu'à avril ne parvenait pas à s'entendre avec le PAIGC sur la formation d'un gouvernement.

"Le gouvernement a deux instruments -un programme et un budget voté- lui permettant de remplir sa mission, organiser les législatives notamment", a-t-il ajouté. La prochaine élection présidentielle est prévue en 2019.

F. A.

Nigeria

## Le président Buhari appelle à l'unité du parti au pouvoir

Le président nigérian Muhammadu Buhari a appelé samedi les délégués de son parti, rassemblés en convention nationale à Abuja, à ne pas se désunir avant les élections générales prévues en 2019.

Le parti au pouvoir, le All Progressives Congress (APC), connaît depuis quelques mois des tensions internes grandissantes entre les partisans de Buhari et des parlementaires, notamment les chefs des deux chambres, Bukola Sarakai (Sénat) et Yakubu Dogara (représentants).

Début juin, les parlementaires nigériens ont menacé Muhammadu Buhari de recourir à une procédure de destitution si des mesures fortes ne sont pas prises pour endiguer la corruption et rétablir la sécurité dans le pays, révélant des désaccords de plus en plus profonds avec l'exécutif.

"J'implore tous ceux qui ont des reproches de continuer à croire dans le parti jusqu'à ce que nous redressions la situation", a déclaré le président.

Quelques 5.000 policiers avaient été déployés pour assurer la sécurité de la convention de l'APC dans la capitale fédérale.

L'ancien gouverneur de l'état d'Edo (sud), Adams Oshiomole a été élu président du parti, en remplacement de John Odigie-Oyegun.

Buhari, 75 ans et qui connaît des problèmes de santé, a déclaré son intention de briguer un deuxième mandat de quatre ans aux élections prévues le 16 février 2019.

H. M.

# Emues et fières, des Saoudiennes au volant après la levée historique de l'interdiction

**L'interdiction faite aux femmes de conduire, en vigueur depuis des décennies en Arabie Saoudite, a été levée hier, et des conductrices, émues et fières, ont aussitôt commencé à circuler dans Riyad, évoquant un sentiment de liberté, même si de lourdes discriminations persistent.**

**M**ettant fin à une interdiction unique au monde, l'Arabie saoudite autorise les femmes à conduire depuis dimanche 00h00, une réforme historique à l'échelle de ce royaume ultraconservateur de 32 millions d'habitants.

Aussitôt après, des femmes ont commencé dans la nuit à sillonner au volant les avenues éclairées de la capitale Riyad et d'autres villes. Certaines avaient mis à fond le stéréo de leur véhicule.

«C'est un événement historique pour chaque Saoudienne», a déclaré Sabika al-Dosari, une présentatrice de la télévision saoudienne, avant de traverser la frontière avec le Bahreïn à bord d'une berline.

«Je me sens libre comme un oiseau», a dit à l'AFP, Samar Almogren, animatrice TV au volant de son véhicule dans la nuit de Riyad. «C'est une grande réussite», a également commenté le milliardaire Al-Walid ben Talal, dans une vidéo où l'on voit sa fille Reem en train de conduire un 4x4 tandis que ses petites-filles applaudissent sur la banquette arrière.

«Maintenant les femmes ont leur liberté», a déclaré ce prince saoudien dans cette vidéo diffusée sur Twitter.

## «Sentiment de justice»

Annoncé en septembre 2017, ce changement historique inspiré par le prince héritier Mohammed ben Salmane fait partie d'un vaste plan de modernisation du riche pays pétrolier. L'interdiction de conduire était devenue le symbole du statut inférieur des Saoudiennes, décrié à travers le monde.

On s'attend à ce que des milliers de conductrices prennent le volant dimanche, une journée attendue depuis longtemps par les Saoudiennes et qui, pour beaucoup, pourrait faire entrer dans une nouvelle ère la société de ce royaume régi par une version rigoriste de l'islam.

«C'est un pas important et une étape essentielle pour la mobilité des femmes», a



commenté Hana al-Khamri, auteure d'un livre à paraître sur les femmes dans le journalisme en Arabie Saoudite.

«Les femmes en Arabie saoudite vivent dans un système patriarcal. Leur donner le volant aidera à défier les normes sociales et de genre qui entravent la mobilité, l'autonomie et l'indépendance», estime-t-elle.

Pour beaucoup de femmes, saoudiennes ou expatriées, cette mesure permettra de réduire leur dépendance à l'égard des chauffeurs privés ou des hommes de leur famille, entraînant du même coup des économies financières. «C'est un soulagement», a déclaré à l'AFP, Najah al-Otaibi, analyste au centre de réflexion pro-saoudien Arabia Foundation.

«Les Saoudiennes éprouvent un sentiment de justice. Pendant longtemps, elles se sont vu refuser un droit fondamental qui les a maintenues confinées et dépendantes des hommes, rendant impossible une vie normale», explique-t-elle.

## Impact économique

Le royaume a commencé à délivrer ce mois les premiers permis. Certaines ont échangé leur permis étranger contre un permis saoudien, après avoir passé un test.

D'ici à 2020, quelque trois millions de femmes pourraient se voir attribuer un permis et commencer à conduire, selon le cabinet de consultants PricewaterhouseCoopers.

Des auto-écoles pour femmes ont vu le jour. Certaines Saoudiennes apprennent

même à dompter des motos Harley Davidson, dans des scènes inimaginables, il y a encore un an.

Beaucoup de Saoudiennes ont partagé sur les réseaux sociaux leurs projets pour dimanche, annonçant qu'elles accompagneraient leur mère boire un café ou manger une glace, une expérience a priori banale ailleurs, mais qui paraît exceptionnelle dans ce pays. Pendant des décennies, les conservateurs se sont servis d'interprétations rigoristes de l'Islam pour justifier l'interdiction de conduire, certains allant même jusqu'à dire que les femmes ne sont pas assez intelligentes pour être au volant.

Sur le plan économique, les retombées peuvent être bénéfiques, selon des experts. La levée de l'interdiction devrait stimuler l'emploi des femmes, et, selon une estimation de Bloomberg, ajouter 90 milliards de dollars à l'économie d'ici à 2030.

Mais nombre de femmes craignent de rester la cible des conservateurs dans un pays où les hommes gardent le statut de «tuteurs» et décident à leur place.

En effet, les Saoudiennes doivent sortir voilées et restent soumises à de strictes restrictions: elles ne peuvent ni voyager, ni étudier, ni travailler sans l'autorisation de leur mari ou d'un homme de leur famille, ni manger seules dans un restaurant.

Le gouvernement a récemment pris des mesures contre les abus masculins en punissant le harcèlement sexuel de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de

000 rials (69 000 euros).

## Répression

Sous l'impulsion du prince Mohammed, devenu héritier du trône il y a un an, le pays a aussi autorisé l'ouverture des salles de cinéma et les concerts mixtes.

Mais l'enthousiasme créé par l'annonce des réformes est entaché par une répression contre les militantes qui se sont entre autres longtemps opposées à l'interdiction de conduire. Selon les autorités, sur 17 personnes dernièrement arrêtées, neuf sont toujours en prison. Elles sont accusées d'avoir porté atteinte à la sécurité du royaume et d'avoir aidé les «ennemis» de l'Etat saoudien. Des journaux progouvernementaux ont publié à la Une des photos de certaines de ces personnes, accompagnées du mot «Traîtres».

Human Rights Watch (HRW) a indiqué cette semaine que deux autres militantes, Nouf Abdelaziz et Maya al-Zahrani, avaient été arrêtées, dénonçant «une vague incensante de répression».

«La jubilation, la confiance et la fierté exprimées par les Saoudiennes qui conduisent pour la première fois dans leur pays, sans crainte d'être arrêtées, m'ont fait pleurer», a tweeté la militante Hala al-Dosari, tout en faisant l'éloge des militants emprisonnés. «Je suis heureuse et soulagée, les filles saoudiennes vivront un peu plus libres que leurs mères».

AFP

## Patrimoine universel de l'Unesco: une trentaine de sites candidats

Le Comité du Patrimoine mondial se réunit dimanche à Bahreïn pour choisir les nouveaux sites qui intégreront la Liste du patrimoine universel de l'Unesco, bénéficiant ainsi d'une image prisée. L'examen de trente sites est à l'ordre du jour de la réunion de Manama prévue du dimanche 24 juin au 4 juillet. Cet examen doit commencer le 29 juin et pourrait se poursuivre les deux jours suivants.

La majorité (22) sont des sites culturels, allant d'un terrain de chasse Inuit au Danemark à une oasis en Arabie Saoudite, en passant par un ensemble victorien et Art déco en Inde. Cinq sont des sites naturels et trois mélangent les deux caractéristiques.

L'enjeu n'est pas mince pour les postulants: l'inscription les classe au nombre des patrimoines d'une valeur «exceptionnelle», de nature à attirer les touristes, en sus d'aides financières éventuellement possibles.

Mais elle suppose aussi des efforts pour maintenir l'intégrité du bien, résister à l'urbanisation, conserver les écosystèmes etc. Faillir expose à un retrait de la liste.

Un tel retrait a eu au moins deux précédents mais reste rarissime.

### «Grave impact» d'un barrage

La barrière de corail du Belize, deuxième plus grande au monde après l'Australie, devrait sortir de la liste du patrimoine mondial en péril, où elle figure depuis 2009, grâce aux mesures prises et notamment à la dernière, fin 2017: l'abandon de l'exploitation du pétrole en mer.

Au Kenya, le lac Turkana pourrait à l'inverse être estampillé «en péril», après la construction d'un barrage en Éthiopie qui a eu «un grave impact», souligne-t-on à l'Unesco.

«Gibe III», le barrage hydroélectrique le plus haut d'Afrique (243 m), inauguré par l'Éthiopie fin 2016, a été construit à plusieurs centaines de kilomètres au nord sur l'Omo, affluent éthiopien du lac Turkana, faisant baisser le niveau du lac et interrompant les crues saisonnières essentielles au cycle de reproduction des poissons.

La réunion de Bahreïn devrait aussi servir à lever des fonds pour une institution aux abois. Le fonds du patrimoine, abondé par 1% de la contribution à l'Unesco des 193 pays membres, «est au même niveau que lorsque j'ai commencé à travailler ici en 1991, à 4 milliards de dollars par an. À l'époque, c'était pour 250 sites, aujourd'hui, 1.073», a souligné Mme Rössler.

«La situation est très grave», a estimé la responsable dont une des activités consiste à chercher des fonds extra-budgétaires.

D'autant que le contexte général pour l'Unesco est politiquement compliqué, avec notamment le retrait annoncé l'an dernier des États-Unis.

Grave pour le fonds, la situation est aussi «assez grave dans les sites», a-t-elle ajouté, citant en exemple le parc des Virunga (est de la RDCongo) affecté par l'insécurité, où plusieurs personnes ont été tuées - dont une ranger - ou enlevées cette année.

Une soirée est prévue à Manama pour recueillir des fonds pour les familles des victimes et pour sauvegarder les Virunga. «C'est une bonne occasion, c'est le plus grand comité qu'on a à l'Unesco.»

L'an dernier, 3 000 personnes s'étaient inscrites pour la 41<sup>e</sup> session à Cracovie (Pologne).

AFP



# Brexit: à Londres, des dizaines de milliers de manifestants réclament un second vote

**Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté, samedi à Londres, pour demander un vote sur les conditions finales du retrait du Royaume-Uni de l'UE, actuellement négociées à Bruxelles entre les deux parties.**

Deux ans jour pour jour après le référendum sur le Brexit, cette marche organisée par l'association The People's Vote (Le vote du peuple) marque le début d'une campagne d'actions qui doit durer tout l'été pour exiger une nouvelle consultation populaire.

Sous un ciel bleu, une foule compacte a traversé le quartier des ministères, ne manquant pas de huer en passant devant Downing Street, résidence de la Première ministre conservatrice Theresa May.

«Le Brexit détruit le Royaume-Uni», «Theresa, dis nous la vérité», ou encore «Le Brexit n'est pas une affaire conclue», lisait-on sur les pancartes.

Selon un sondage de l'institut Survation pour la chaîne ITV publié vendredi, 48% des personnes interrogées sont favorable à un second référendum, 25% s'y opposent, et 27% n'ont pas d'opinion.

A l'avant du cortège, le chef du Parti libéral-démocrate, Vince Cable, ou la députée conservatrice europhile Anna Soubry défilaient derrière une bannière demandant «un vote sur l'accord final du Brexit».

Divisé sur le dossier, l'exécutif britannique n'a pas encore dévoilé sa vision de la relation qu'il souhaite mettre en place avec l'UE après le retrait, prévu le 29 mars 2019.

Favorable à une franche rupture, le ministre des affaires étrangères Boris Johnson a exigé un «Brexit complet» dans une tribune publiée samedi par le tabloïd The Sun. Il a mis en garde Theresa May sur la nécessité de refuser un accord qui laisserait le pays «à moitié dans et à moitié hors» de l'UE, «contraint d'obéir aux règles européennes».

Le ministre du Commerce international, Liam Fox, s'est lui montré encore plus explicite sur la possibilité de conclure un Brexit sans accord.

«Je pense qu'il ne serait pas prudent

pour nos partenaires dans ces négociations de penser que notre Première ministre bluffe», a-t-il déclaré à la BBC. «Elle a toujours affirmé qu'aucun accord valait mieux qu'un mauvais accord».

A quelques jours d'un sommet euro-

péen à Bruxelles, l'inquiétude augmente quant à la progression des discussions. L'UE a même conseillé de se préparer à l'absence d'accord.

AFP

## Nicaragua: nouvelles attaques des forces de l'ordre, 8 morts dont un enfant

■ Au moins huit personnes, dont un enfant de 15 mois, ont été tuées dans des opérations samedi des forces de l'ordre et des groupes paramilitaires au Nicaragua, marquant un regain de la répression contre les opposants au président nicaraguayen Daniel Ortega.

Le bilan de la vague de contestation lancée le 18 avril pour exiger le départ du président Ortega et de sa femme Rosario Murillo, vice-présidente, dépasse les 200 morts.

Le dernier bilan de huit morts, dont sept à Managua et un dans la ville rebelle de Masaya, au sud de la capitale, a été communiqué à l'AFP par le Centre nicaraguayen des droits de l'homme (CENIDH).

Dans la nuit de vendredi à samedi, et huit heures durant, les forces de l'ordre et groupes paramilitaires ont lancé une attaque contre des étudiants retranchés dans les locaux de l'Université nationale autonome du Nicaragua (UNAN), au sud-ouest de Managua, ainsi que dans six quartiers de l'est de la capitale, selon le témoignage d'étudiants, confirmé par des défenseurs des droits de l'Homme.

«Ils nous attaquent depuis une heure du matin. Il y a aussi des franc-tireurs, nous sommes sur les barricades», a témoigné un jeune homme, le visage masqué par un foulard, dans une transmission en direct sur Facebook, où on le voit dans une tranchée avec d'autres jeunes tandis que l'on entend des tirs.

«Ils tirent pour tuer»

«Ils tirent pour tuer. Ils sont en train de massacrer le peuple, les jeunes. Nous sommes assiégés. C'est une guerre inégale», a-t-il ajouté. Un autre jeune évoque le survol du campus universitaire par «quatre drones». Pendant ces témoignages en direct sur les réseaux sociaux, des tirs se faisaient entendre. «Nous ne nous rendrons pas», criaient des jeunes.

Le CENIDH a précisé que deux des morts avaient été tués dans la zone de l'université UNAN. 15 étudiants ont été blessés.

Plusieurs autres décès, y compris l'enfant mortellement touché par une balle perdue, ont été recensés dans d'autres quartiers, selon la même source.

«La police a tiré. Je l'ai vu: c'étaient des policiers et ils ont commencé à tirer. J'attends que justice soit faite», a affirmé à l'AFP la mère de l'enfant, Karina Navarrete.

Dans un communiqué, la police a imputé la responsabilité de ce décès aux «délinquants» qui occupent les quartiers.

La Conférence épiscopale du Nicaragua (CEN), qui a œuvré depuis le début de la crise pour maintenir un dialogue entre le gouvernement et ses opposants, a mobilisé une délégation de quatre prêtres pour évaluer la situation. «Au nom de Dieu, nous demandons que cessent ces attaques, que cesse cette vague de

## Brésil: annulation de l'examen d'un recours pour libérer Lula

■ Un juge de la Cour suprême du Brésil (STF) a décidé vendredi soir d'annuler l'examen prévu mardi d'une demande de remise en liberté de l'ex-président Luiz Inacio Lula da Silva, incarcéré depuis deux mois pour corruption.

Ses avocats réclamaient qu'il soit remis en liberté le temps que tous les recours vers des instances supérieures soient épuisés, au nom de la «présomption d'innocence».

Mais le juge du STF Edson Fachin a retiré l'examen de ce recours de l'ordre du jour de l'audience mardi, un nouveau coup dur pour l'icône de la gauche, qui espérait sortir de prison et faire campagne pour la présidentielle d'octobre, pour laquelle il est en tête des intentions de vote malgré son incarcération.

La magistrat a pris cette décision quelques heures après que la cour d'appel TRF4, qui a condamné Lula à 12 ans et un mois de prison en janvier, a décidé vendredi que cette sentence ne pouvait pas faire l'objet d'un recours devant la Cour suprême.

Le TRF4 a considéré que la plus haute juridiction du pays doit trancher uniquement sur des cas présentant d'éventuelles violations de la constitution et que la demande de la défense de Lula n'entrait pas dans ce cadre.

Cristiano Zanin Martins, avocat de l'ex-président, a affirmé dans un communiqué qu'il allait présenter un nouveau recours et qu'il trouvait «étrange que le TRF4 examine l'admissibilité d'un recours quelques jours avant l'audience prévue par le STF pour statuer sur une demande de remise en liberté».

Accusé d'avoir reçu un appartement en bord de mer de la part d'une entreprise de bâtiment en échange de faveurs pour l'attribution de marchés publics, Lula, 72 ans, qui a présidé le Brésil de 2003 à 2010, nie farouchement et se dit victime d'un complot pour l'empêcher de se présenter à l'élection d'octobre.

Il a subi un autre coup dur vendredi soir, avec la validation d'un accord de collaboration avec la justice d'Antonio Pallocci, son ancien ministre des finances (2003-2006), dont les aveux pourraient contenir des révélations explosives.

Interrogé en septembre par le juge anticorruption Sergio Moro, M. Pallocci avait déjà affirmé que Lula avait «passé une sorte de pacte de sang» avec le géant du bâtiment Odebrecht, au cœur du scandale de corruption qui secoue le Brésil pour avoir versé des sommes astronomiques à des dirigeants politiques de tous bords en échange de faveurs dans l'obtention de marchés publics.

AFP

AFP

Espagne

# Le gouvernement veut le transfert "immédiat" de la dépouille de Franco

**Le gouvernement espagnol veut le transfert "immédiat" de la dépouille du dictateur Francisco Franco de son mausolée près de Madrid, pour en faire un lieu de "réconciliation", a affirmé dimanche le nouveau chef du gouvernement Pedro Sanchez dans un entretien à El**

«**N**ous voulons que le transfert des restes de Franco soit immédiat. Je crois qu'une démocratie mature comme la nôtre, européenne, ne peut avoir de symboles qui divisent les Espagnols», déclare le chef socialiste de l'exécutif, au pouvoir depuis le 2 juin après qu'une motion de censure a renversé son prédécesseur conservateur Mariano Rajoy.

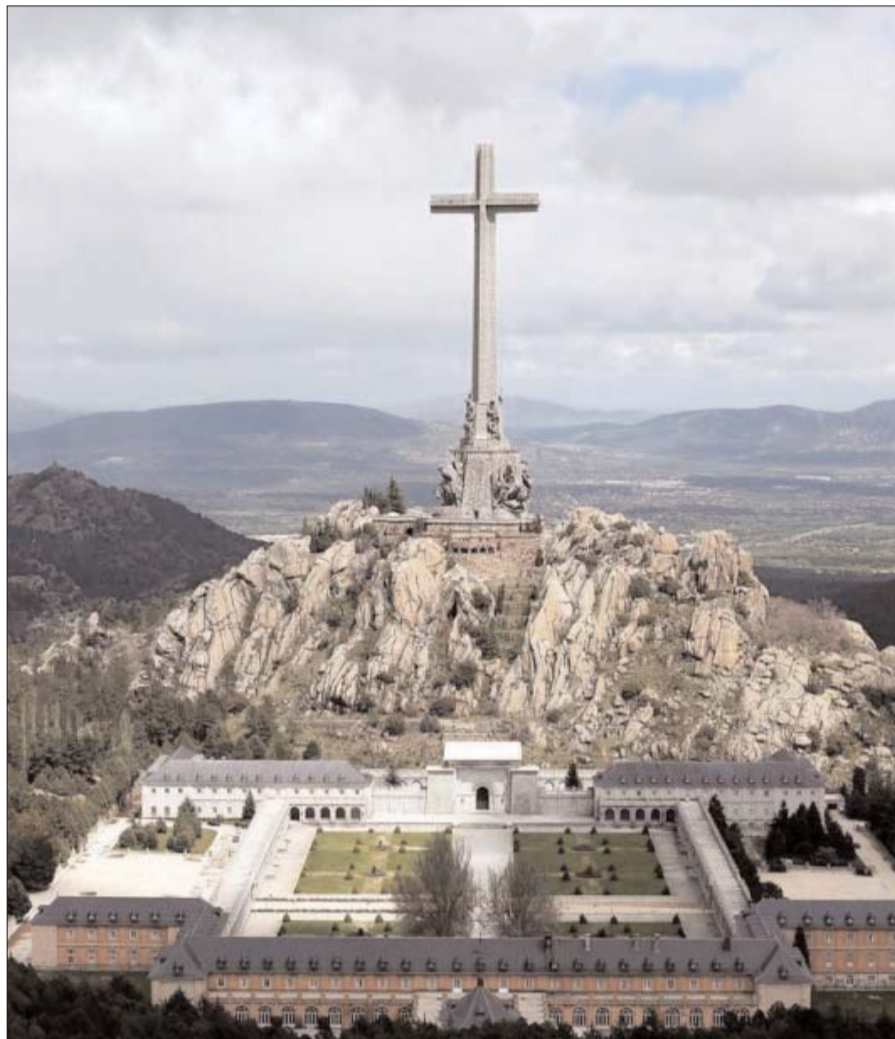
«Ce gouvernement se conformera au mandat de la Chambre des députés de 2017 de transformer la Vallée de los Caidos en un lieu de réconciliation», assure-t-il, en référence à la résolution présentée par les socialistes, alors dans l'opposition, et adoptée par une large majorité de députés.

Vainqueur d'une sanglante guerre civile (1936-1938), Francisco Franco a été chef de l'Etat espagnol de 1939 à 1975.

La «Valle de los Caidos» est un complexe monumental commémorant la guerre civile qu'il avait imaginé et fait construire, à 50 kilomètres à l'est de Madrid.

Il y est inhumé près de l'autel de la basilique surmontée d'une croix de pierre de 150 mètres de haut. Sa tombe toujours fleurie voisine avec celle du fondateur du parti fascisant de La Phalange, Jose Antonio Primo de Rivera.

Au nom d'une prétendue «réconciliation»



nationale, Franco y avait par ailleurs transféré les restes de plus de 33.000 victimes - nationalistes et républicaines - de la guerre civile. Généralement sans même en avertir les familles et alors qu'entre 1941 et 1959, ce complexe fut en partie construit par des prisonniers républicains, contraints au travail

forcé et parfois morts sur le chantier.

En avril, des experts avaient inspecté ce mausolée controversé pour préparer les exhumations de deux victimes de la guerre d'Espagne enterrées près de lui, les premières sur ordre de la justice.

AFP

Pakistan

## Des îles aux chiens nourris par des pêcheurs

Une bonne dizaine de chiens en piteux état use ruent dans la mer d'Arabie à l'approche d'un petit bateau de bois. Ils connaissent la mission des pêcheurs : apporter eau et nourriture aux quadrupèdes des «îles aux chiens» faisant face à Karachi.

Le bateau, propulsé par un vieux moteur de jeep, s'arrête quand l'eau n'est plus profonde que d'environ un mètre. Deux pêcheurs en sautent alors pour rejoindre ce bout de terre plat, stérile, aux plages couvertes de déchets, dont les seuls habitants aboient à leur arrivée.

Des dizaines d'îles, à l'instar de celle-ci, nommée Dingy ou Buddo, sont uniquement peuplées de chiens, à quelques milles nautiques au sud de Karachi.

Les estimations les plus modérées estiment que 35.000 chiens errants vivent dans la mégapole portuaire pakistanaise, dont la population est estimée à quelque 15 millions d'habitants.

Mais leur situation n'est guère enviable, de nombreux Karachiites considérant les chiens comme «dégoûtants» et les droits des animaux étant loin de constituer une priorité au Pakistan.

Chaque année, les autorités de Karachi mènent de vastes campagnes d'empoisonnement de centaines de chiens errants en vertu de lois datant du XIXe siècle.

Les îles, bien qu'il ne s'y trouve rien à manger ni à boire, si ce n'est de l'eau saumâtre, constituent en ce sens un sanctuaire, où des centaines de chiens échappent au

massacre. Leur survie dépend toutefois essentiellement de l'empathie des pêcheurs.

«Nous les voyons se dresser sur les côtes, espérant que nous leur apporterons de la nourriture. Nous entendons leur appel silencieux», explique Abdul Aziz, un pêcheur de 30 ans, qui distribue aux quadrupèdes quelques galettes et de l'eau prélevées sur les rations de l'équipage.

Personne ne sait qui a transporté les chiens sur l'île. Mais les pêcheurs pensent qu'ils ont été amenés par des villageois pensant ainsi les protéger de la cruauté des hommes.

Parfois, ils se nourrissent de poissons morts arrivant par la mer, ou de petits animaux courant entre les pierres. Parfois, de

désespoir, ils se battent à mort, selon les pêcheurs.

Lorsque Abdul Aziz arrive, les chiens courent autour de lui et de son collègue Mohammad Dada, dressés sur leurs pattes arrières, en quête d'une offrande. Les chiots sont dépassés par les adultes. Mais les pêcheurs s'assurent que même les plus faibles sont nourris.

«Un être humain n'est rien sans humanité», philosophe Abdul Aziz, en regardant les chiens efflanqués courir entre des déchets, dont de nombreux sacs plastiques, ainsi qu'une seringue. Et d'ajouter : «Quand nous sentons la morsure de la faim et de la soif, ils doivent aussi la ressentir.»

AFP

## La porte-parole de la Maison Blanche priée de quitter un restaurant

■ La porte-parole de la Maison Blanche, Sarah Sanders, a affirmé samedi avoir été mise à la porte d'un restaurant où elle souhaitait dîner la veille, au motif qu'elle travaillait pour le président Donald Trump.

Les faits se sont passés dans un établissement nommé The Red Hen, à Lexington, dans l'Etat de Virginie mitoyen de la capitale fédérale.

«Hier soir, la propriétaire du Red Hen à Lexington, en Virginie, m'a demandée de partir car je travaille pour le président des Etats-Unis. Je suis partie en restant polie», a tweeté Mme Sanders.

Le geste de la restauratrice «en dit plus long sur elle que sur moi», a ajouté la responsable, chargée en semaine de répondre aux journalistes lors d'une conférence de presse quotidienne à la Maison Blanche.

L'incident a été révélé sur Facebook par un homme affirmant être un employé de l'établissement, qui a précisé dans son message avoir servi Sarah Sanders «lors d'une durée totale de deux minutes».

Le restaurant, dont le site internet était difficilement accessible samedi, a été visé par de nombreuses critiques positives ou négatives, pour avoir refusé Mme Sanders.

La propriétaire de l'établissement, Stéphanie Wilkinson, a expliqué au Washington Post que de son point de vue, la porte-parole servait une administration «inhumaine et immorale» et qu'elle ne pouvait pas accueillir un défenseur des «politiques les plus cruelles» du président Trump.

La propriétaire a également expliqué que beaucoup de ses employés était homosexuels et que Mme Sanders défendait la volonté de Donald Trump d'interdire aux recrues transgenres l'accès aux forces armées. Elle s'est dite choquée aussi par sa défense de la séparation de force des parents sans papiers et de leurs enfants.

«Je lui ai dit : «Je voudrais vous demander de partir.» «J'ai expliqué que l'établissement avait des valeurs que j'entendais défendre telles que l'honnêteté, la compassion et l'entraide», a ajouté Mme Wilkinson.

Le visage de Sarah Sanders est connu car son briefing est retransmis par les chaînes d'information américaines.

Son homologue au département d'Etat, Heather Nauert, lui a rendu hommage.

«Sarah, tu es impressionnante. Je suis tellement désolée que tu aies été traitée de la sorte», a écrit la porte-parole de la diplomatie américaine.

La ministre américaine de la Sécurité intérieure, Kirstjen Nielsen, a de son côté été prise à partie par des manifestants mardi alors qu'elle dînait dans un restaurant mexicain de Washington.

Ces militants lui reprochaient de défendre la politique migratoire très controversée du président Trump, ayant conduit à la séparation de leurs parents de plus de 2.000 enfants.

AFP

USA

## Plus de 520 enfants de migrants ont retrouvé leurs familles

■ Cinq cent vingt-deux enfants de migrants qui avaient été séparés de leurs parents en vertu de la politique de «tolérance zéro» de l'administration américaine ont pu retrouver leurs parents, et les autorités vont réunir au cours des prochaines 24 heures 16 autres enfants et leurs parents, a déclaré samedi soir le département américain de la Sécurité intérieure.

Donald Trump a signé mercredi un décret

qui a mis fin à la politique de séparation des enfants de migrants du reste de leurs familles à la frontière américano-mexicaine.

Les images de ces enfants détenus dans des cages ont provoqué une vague d'indignation parmi les démocrates et les organisations humanitaires et ont placé certains élus républicains dans une position inconfortable à l'égard de la politique migratoire de Trump.

A la date du 20 juin, 2.053 mineurs séparés de leurs familles étaient hébergés dans des installations du Department of Health and Human Services (HHS).

Actuellement, 17% des mineurs vivant dans des structures financées par le HHS sont dans le cadre la politique de «tolérance zéro», les 83% autres sont arrivés seuls aux Etats-Unis.

Reuters

Festival national de la musique et danse diwane

# Nécessité d'un confortement financier

La nécessité de renforcer et de conforter davantage en moyens financiers le Festival national culturel de la musique et danse diwane dont la 11<sup>ème</sup> édition est prévue cette année du 2 au 5 juillet à Béchar a été soulignée par le syndicat local des artistes relevant de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta).



«**N**ous espérons que cette grande manifestation nationale, qui se déroule depuis une décennie dans notre région où elle est devenue un espace national très important dédié à l'un des pans de notre patrimoine musical et culturel, soit davantage appuyée en moyens financiers et matériels pour qu'elle puisse poursuivre ses objectifs de promotion, de préservation et de valorisation de notre legs musical et chorégraphique traditionnels», a affirmé, dans une déclaration à l'APS, Amar Amroun, responsable du syndicat. «Malgré le soutien indéfectible de la wilaya à ce Festival national et sa disponibilité à mettre les moyens logistiques publics à la disposition des organisateurs, il reste que cette manifestation fait face à des restrictions budgétaires qui ne peuvent permettre aux organisateurs d'aller de l'avant et de contribuer à la promotion et au développement de la culture nationale», a confié M. Amroun, également auteur de plusieurs musiques de films et fondateur de l'orchestre de musique classique Saoura.

Le Festival national culturel de musique et danse diwane - dont la scène artistique permet chaque édition à plus de 200 musiciens de groupes diwane des différentes régions du pays d'animer des soirées pleines de couleur, de musique et de chorégraphie diwane et d'autres expressions musicales nationales, et parfois même étrangères -, doit

être soutenu financièrement par les sponsors privés et publics, locaux ou nationaux, ont estimé des responsables d'associations culturelles et artistiques locales et des hommes de culture de la région. Cette manifestation prend une part assez importante à la valorisation du patrimoine musical traditionnel national sur les plans artistique et académique et dans l'accès à la culture pour tous, d'où la nécessité du renforcement financier du Festival national culturel, devenu avec le temps un véritable rendez-vous consacré à cette musique et danse qui ont résisté aux aléas de l'histoire grâce à leurs adeptes à travers le pays et aux institutions culturelles publiques, a signalé Abderrahmane Meziane, enseignant à la Faculté des lettres et de langues de l'université Tahri Mohamed de Béchar.

## Huit troupes en compétition cette année pour les trois premières places

L'organisation d'événements culturels, comme ce festival, repose sur l'intensification des aides et sponsors financiers, ainsi que sur la contribution de l'ensemble des parties et secteurs concernés par la promotion du patrimoine culturel, car il s'agit là de valorisation et la préservation de musiques et danses traditionnelles, a estimé Abdelmadjid Zenani, président de l'association culturelle

de wilaya El Khatra dont la troupe spécialisée à toujours pris part à ce festival. Pour cette 11<sup>ème</sup> édition, huit troupes uniquement prendront part au volet compétition du festival, à savoir celles représentant les wilayas de Béchar (deux troupes), Sidi Bel Abbès, Tlemcen, Oran, Ghardaïa, Tindouf et Mascara, en plus d'artistes et autres groupes «têtes d'affiche» de cette manifestation, en l'occurrence Ouled Hadja Maghnia, «Essed» et «Saharienne, soit un total de 145 artistes. Cette édition, placée sous le signe «L'art pour vivre ensemble» et qui coïncide avec les festivités du 56<sup>ème</sup> anniversaire de la double Fête de l'indépendance et de la jeunesse, constitue un autre pivot pour mettre en lumière la musique et la chorégraphie diwane à travers les différentes variantes régionales de cette expression musicale et chorégraphique ancestrale, selon ses organisateurs.

Le talentueux musicien et compositeur Kouider Berkane, qui a, à son actif, plusieurs travaux et réalisations artistique avec cheb Khaled, cheb Mami, de même qu'avec le chanteur français Michel Sardou, les Gipsy Kings et Les Rita Mitsouko, ainsi que plusieurs autres compositions musicales majeures dans le pays où il aussi collaboré en qualité de violoniste avec le chantre de la chanson amazighe, Lounis Aït Menguelat, a été choisi pour présider le jury de trois membres de cette édition. Les trois troupes

lauréates du concours de ce festival, et en plus de prix financiers assez importants qu'ils recevront, participeront de plein droit au prochain Festival international culturel de la musique diwane à Alger, ont fait savoir les organisateurs. Ce Festival de la musique et danse diwane est l'unique manifestation artistique et culturelle d'envergure nationale initiée dans la région de Béchar.

R. C.

Du 29 juin au 5 juillet

## Un Festival national du théâtre scolaire à Mostaganem

■ La 24<sup>ème</sup> édition du Festival national du théâtre scolaire se tiendra à Mostaganem du 29 juin au 5 juillet prochain, a annoncé samedi la direction de l'Education.

Cette édition, organisée cette année sous le slogan «Je suis Algérien et fier de l'être», verra la participation de troupes de 33 wilayas du pays, soit un total de plus de 670 élèves des trois paliers scolaires, aindiqué le directeur du festival, Abdellah Meddah, à l'APS.

Le jury, qui évaluera les oeuvres théâtrales en lice en prenant en considération la portée morale et éducative de la pièce, notamment sera composé du dramaturge et écrivain Ahmed Belalem, du metteur en scène, Medjahri Missoum, de l'inspecteur d'éducation et arts plastiques Azzouz Bendehiba et de l'inspecteur Kassed Ali Slimane, a-t-il précisé.

Les troupes participantes seront en lice pour les prix de la meilleure oeuvre complète, de la meilleure mise en scène, des meilleurs rôles masculin et féminin et du meilleur texte.

La cérémonie d'ouverture de ce festival, qui coïncide avec le 56<sup>ème</sup> anniversaire de la double Fête de l'indépendance et de la jeunesse se tiendra à la Maison de la culture Ould Abderrahmane Kaki. Elle sera marquée par la projection d'un film documentaire sur l'histoire du Festival national du théâtre scolaire, une représentation mettant en exergue le patrimoine local de la wilaya de Mostaganem et une exposition sur les différentes activités culturelles et artistiques. Organisé par la direction de l'Education de la wilaya de Mostaganem, ce festival vise à détecter les futurs talents du 4<sup>ème</sup> art chez la population scolaire.

Reda A

Long... est le chemin de Mohamd Djaâfar

# Une histoire à dimension humaine de l'Algérie des années 1930

«**D**ans son roman *Long... est le chemin*, l'écrivain Mohamed Djaâfar invite ses lecteurs à découvrir une période méconnue de l'histoire authentique et hautement humaine des Algériens dans les années 1930 à travers le prisme de personnages hauts en couleur aux prises avec un quotidien des plus difficiles.

Ce roman de 420 pages, publié récemment à compte d'auteur, relate des tranches de vie entrelacées de plusieurs familles luttant pour leur survie dans une bourgade imaginaire de l'Algérie, colonisée depuis un siècle.

Ce deuxième ouvrage de l'auteur plante le décor d'une région se remettant à peine des grandes campagnes militaires coloniales

tout en allant, sans le savoir, au devant d'un nouveau drame et des grands chamboulements causés par la Seconde Guerre mondiale.

Dans le village de Webbane, le récit s'articule autour de la famille de Slimane, ouvrier du chemin de fer se tuant à la tâche, malgré une petite invalidité, avec la hantise de voir ses trois enfants manquer de nourriture ou de voir son aîné Bouzid, abandonner l'école.

Lahlali, le frère de Slimane, obtient une autorisation pour aller travailler dans les houillères du nord de la France. Son voyage et son parcours restituent l'univers des premiers ouvriers algériens immigrés débarquant dans un pays où tout leur est étranger.

Une année avant de passer son certificat de fin d'études pri-

maires, le jeune Bouzid devient l'écrivain public du village rédigeant des lettres aux maris, frères, et pères partis travailler en France, ce qui en fait le confident de tous les habitants du village.

Bouzid se retrouve impliqué dans une ancienne liaison amoureuse entre son oncle et Rita la gitane, dans la vie de Bariza abandonnée avec deux enfants et qui ne trouve de salut que dans la prostitution, ou encore dans la rédaction d'affiches et de messages pour les militants du Parti du peuple algérien.

Le diplôme de Bouzid se révèle être une solution aux problèmes de nombreux habitants du village, le jeune garçon est sollicité pour différents emplois et apporte une aide considérable au foyer et à ces

proches. C'est également par Bouzid, seul personne sachant lire, que le village apprend l'arrivée de la guerre avant que le crieur public n'annonce la mobilisation générale, avant que les événements du roman ne s'enchaînent relatant la guerre, le militantisme pour l'indépendance de l'Algérie et la Révolution de Novembre vue par les villageois de Webbane.

En plus des récits qui mettent au jour une période méconnue et des «générations oubliées» de l'histoire «coincées entre la colonisation et la Seconde Guerre mondiale», ce roman renseigne sur un univers et un mode de vie ancré dans l'imaginaire collectif algérien. *Long...est le chemin* plonge le lecteur dans l'habitat et le mode de

vie authentique d'un village qui ne connaissait pas encore l'électricité et où l'agriculture vivrière nourrit des habitants qui comptent chacun sur un métier artisanal pour subvenir aux besoins des siens. S'il évoque clairement les déboires de la population avec les autorités coloniales, la discrimination et l'exploitation, l'auteur a réussi à dissoudre les affres de la colonisation dans le quotidien des habitants, axe principal du récit, tel qu'ils l'ont vécu.

Né à Bordj Bou Arréridj en 1955, Mohamed Djaâfar avait suivi des études de droit à Alger avant de poursuivre son cursus en Belgique. L'auteur avait publié en 2014 son premier roman *Les oiseaux de la nuit*.

R. C.

" Dans toutes les larmes s'attarde un espoir. "

Simone de Beauvoir



# FEMMES

ILS ONT DIT :

" Les larmes sont l'extrême sourire. " Stendhal

Page animée par Tinhinan

ACTU-FEMMES

## Céline Dion, heureuse de retrouver Pepe Munoz, son danseur sexy

Alors que Celine Dion s'apprête à partir en tournée mondiale, le duo répète ses pas de danse un an après avoir fait l'événement avec un show brûlant sur le morceau *Le Ballet*.



C'est un duo qui fonctionne. L'année dernière, alors que Céline Dion jouait en Europe, le public découvrait le danseur Pepe Munoz via un duo très caliente sur le morceau *Le Ballet*. Ensemble, le duo a fait les 400 coups au moment de la Fashion Week de Paris ou encore à Berlin l'été dernier, soulevant les interrogations sur la nature de leur relation. Cette fois, quelques jours avant de reprendre une nouvelle tournée en Asie et en Australie, le duo prépare un nouvel interlude dansé dont on ignore encore la teneur. Sur le compte Instagram officiel de la chanteuse, les fans sont invités à deviner sur quel morceau, Céline Dion et Pepe Munoz vont cette fois danser ensemble. Après le succès de leur premier duo, Céline Dion a en effet choisi d'intégrer le danseur espagnol et illustrateur de mode dans son équipe permanente.

Ces derniers mois, c'est une chanteuse épuisée qui avait enchaîné les problèmes de santé et les annulations de concerts à Las Vegas où elle joue en résidence au Caesar's Palace. Elle semble désormais prête à reprendre son rythme soutenu de concerts et a d'ores et déjà, partagé sur le réseau social Instagram une photo de robe bien affriolante comme tenue de scène pour ses futurs shows.

### Beauté Détendre les yeux fatigués et le regard triste

Les exercices faciaux constituent un moyen naturel et entièrement gratuit de prévenir le vieillissement et de rajeunir les traits du visage. Ils améliorent la circulation sanguine et chassent les mines tristes. Pratiqué régulièrement, la gymnastique faciale des yeux est efficace et ses effets sur la luminosité du regard sont perceptibles rapidement. Les exercices suivants stimulent la circulation sanguine du contour des yeux et fortifient les muscles des paupières. Ils agrandissent les yeux, donnent de l'éclat au regard et réduisent notablement les poches et les cernes sous les yeux.

-Posez aux coins internes et externes de chaque œil, le majeur et l'index de chaque main. Exercez une pression dans les coins internes et externes des yeux gardés ouverts et poussez la paupière intérieure le plus haut possible. L'effort occasionne le tremblement de la peau sous les doigts. Relâchez et recommencez l'exercice en alternant 10 contractions et 10 relâchements.

- Posez uniquement les index aux coins externes des yeux et fermez les yeux en pressant fortement les paupières l'une sur l'autre. Comptez jusqu'à 20, tout en sentant les vibrations dans les coins externes. Relâchez. Répétez 3 fois cet exercice en 2 temps.

-Ouvrez les yeux le plus grand possible. Tenez la position quelques



secondes et relâchez la tension. Si vos paupières sont tombantes, faites le même exercice en contractant dans le même temps le

muscle qui entoure les yeux.

### Hygiène dentaire La brosse à dent, un véritable nid à microbes



un nid à microbes pouvant contenir jusqu'à 10 millions de bactéries d'après les résultats de l'étude des chercheurs de l'Université de Manchester.

Les chercheurs ont analysé les poils de brosses à dents et ont constaté qu'elles pouvaient contenir jusqu'à 10 millions de bactéries dont la E. coli ou le staphylocoque.

Ils ont identifiés plusieurs sources de contaminations et suggéré plusieurs règles pour les éviter.

La brosse est tout d'abord infectée par les bactéries de la bouche, puis par celles des éclaboussures d'eau du robinet, puis par celles des poils des autres brosses, puis par le tube du dentifrice puis dans certains cas par celles projetées par la chasse d'eau des toilettes...

#### Les étuis en plastique : une erreur

Vous ne vous sentez pas concerné puisque votre brosse à dents est sagement rangée dans un étui en plastique pour la protéger de toutes ces sources de contamination ? Mauvaise nouvelle. Les chercheurs révèlent dans cette étude qu'au lieu d'être efficace, cette pratique augmente les risques de multiplication des bactéries. En effet, l'étui empêche la brosse à dents de sécher entre les

utilisations et l'humidité favorise le développement des bactéries.

#### Quelques règles à respecter

Pour se prémunir des bactéries, les chercheurs recommandent d'utiliser des dentifrices à base de triclosan plus efficaces et rappellent que " les poils de la brosse ne doivent pas toucher l'embout du tube qui est un vecteur de contamination ". Ils insistent aussi sur l'importance de nettoyer la brosse après chaque usage et de la désinfecter si elle est tombée par terre.

Si vos toilettes se trouvent dans la salle de bain, pensez à toujours fermer le couvercle avant de tirer la chasse d'eau pour éviter la propagation de bactéries et de virus.

Hyper sensible aux bactéries, la brosse à dent ne devrait même pas partager le même contenant que ses voisines. Une pratique sûrement efficace mais qui demande un peu de place et d'organisation ! Essayez au maximum que les poils ne se touchent pas. " Mais une chose est sûre, si vous voulez éviter que votre brosse soit un vrai nid à bactéries, évitez de la prêter et changer en souvent " concluent les chercheurs.

La brosse à dents contient 10 millions de bactéries selon une nouvelle étude scientifique anglaise.

Bouche, éclaboussures du lavabo et même particules en suspension provenant des toilettes, la brosse à dents devient rapidement



**Les DÉBATS**

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

## SPORTS

USM Alger  
Les "Rouge et Noir"  
en stage à Gammarth

L'USM ALGER entame samedi un stage de dix jours à Gammarth (Tunisie) qui sera ponctué par deux matchs amicaux, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football sur son site officiel. Il s'agit de la première étape préparatoire pour les «Rouge et noir», qui vont enchaîner avec un second stage à Nairobi (Kenya) du 7 au 16 juillet, en vue du match en déplacement à Kigali le 18 juillet face aux Rwandais de Rayons Sport, dans le cadre de la troisième journée (Gr. D) de la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine (CAF). La direction du club algérois a confié la barre technique au Français Thierry Froger (55 ans) qui s'est engagé pour un contrat d'une saison renouvelable, en remplacement de Miloud Hamdi, parti à Al-Salmiya SC (Koweït). Côté recrutement, l'USMA a assuré jusque-là les services de cinq recrues, en l'occurrence l'attaquant Zakaria Benchaâ (engagé en mars dernier, ndr), le défenseur rwandais Emery Bayesenge, le défenseur Mohamed Mezghrani, l'attaquant Aymen Mahious, et le meneur de jeu Mohamed Bentiba, alors que le défenseur Rayane Hais a fini par résilier son contrat quelques jours après avoir signé pour trois saisons. A l'issue de la deuxième journée de la Coupe de la Confédération, les Usmistes trônent en tête du groupe D avec 4 points devant les Kényans de Gor Mahia (2 pts) et Rayons Sport (2 pts). Les Young Africans de Tanzanie ferment la marche (1 pt).

Mondial 2018 (3<sup>e</sup>  
journée)- Iran- Portugal  
Abid Charef désigné  
quatrième arbitre

L'ALGÉRIEN MEHDI Abid Charef a été désigné quatrième arbitre du match devant opposer l'Iran au Portugal prévu le 25 juin pour le compte de la troisième et dernière journée du groupe B de la Coupe du monde 2018, a indiqué samedi la Fédération internationale de football (FIFA). C'est la seconde fois que Abid Charef est désigné comme quatrième arbitre après la première fois lors de la rencontre entre le Pérou et le Danemark (0-1) disputée le 16 juin pour le compte de la première journée du groupe C. Le match Iran- Portugal, décisif pour la qualification aux huitièmes de finale, a été confié à un trio paraguayens sous la conduite de Enrique Caceres assisté d'Eduardo Cardozo et Jaun Zorrilla. Le cinquième arbitre est le Tunisien Anouar Hmila. L'Espagne partage avec le Portugal la tête du groupe B avec quatre points devant l'Iran (3 pts). Le Maroc est lanterne rouge (0 pt).

Equipe nationale  
Hattab lâche Madjer

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab a insinué avant-hier soir le limogeage du sélectionneur national, Rabah Madjer, avant même le déroulement de la réunion du bureau fédéral qui était prévue hier. En effet, Hattab et lors d'une rencontre informelle avec les journalistes samedi soir au Cap Salou dans la banlieue de Tarragone, où sont hébergés les journalistes algériens chargés de la couverture des jeux méditerranéens 2018, a avoué : «Madjer était

un grand joueur, une icône même, mais en tant que sélectionneur il n'a pas eu autant de réussite». «Le football est un phénomène de société et notre peuple n'est pas heureux des résultats de notre sélection. Nous devons naturellement être à l'écoute de ses attentes. Madjer était un grand joueur, une icône même, mais en tant que sélectionneur il n'a pas eu autant de réussite», a-t-il encore souligné, en faisant référence à la demande des inconditionnels des Verts de réaliser un changement à la tête du staff technique

national. De son côté le président du Comité olympique et Sportif algérien (COA), Mustapha Berraf, a assuré faire «entière confiance» en la Fédération algérienne de football (FAF) pour redresser la situation. «J'ai toujours dit que la question du sélectionneur national était du ressort de la FAF, qui est gérée par des responsables respectables et capables de prendre les décisions qui s'imposent», a indiqué M. Berraf. A noter que les deux personnalités (Hattab et Berraf) ont eu déjà à s'exprimer sur le sujet au lendemain de la défaite de l'EN face au Cap Vert en match amical qui s'était déroulé au stade du 5 juillet et cela avait suscité une réaction de la part de la FAF qui avait souligné que Fédération était la seule habilitée à prononcer le limogeage ou le maintien du sélectionneur national, comme pour montrer que ce ne sont pas les hautes autorités qui décident en lieu et place de la FAF.

Imad M.

## Cyclisme /Jeux Africains de la Jeunesse 2018

La sélection nationale féminine  
en stage à Tikjda

La sélection algérienne (juniors/filles) de cyclisme effectue un stage bloqué du 21 juin au 6 juillet à Tikjda (Wilaya de Bouira) pour préparer les Jeux Africains de la Jeunesse (JAJ-2018), qui se dérouleront du 18 au 28 juillet à Alger. Sept jeunes cyclistes composent cette sélection féminine, à savoir : Wissam Bouzegzi, Lydia Kasmi, Yasmine Bouzenzen, Ikram Hafid, Loubna Zerifi, Lyna Touati et Cherifa Maria Machab. Ce stage en altitude est dirigé par «Mme Nesrine Touabti Madani» a précisé la Fédération algérienne de cyclisme dans un communiqué, ajoutant que la

coach nationale est secondée par Mr Abdelkrim Touabti et par le mécanicien Sofiane Aziz. Pendant les prochains JAJ, la sélection algérienne disputera aussi bien dans les épreuves sur route, que celles du VTT et du contre la montre. «Les épreuves de cyclisme sont prévues les 20, 22 et 25 juillet» a ajouté la FAC, en précisant que les courses en ligne et les épreuves du contre la montre se dérouleront sur un circuit tracé entre les villes de Rouiba et de Réghaia, alors que les épreuves de VTT auront lieu au Parc Des Grands Vents, du côté d'Ouled Fayet.

Tennis / Tournoi ITF des U14  
à HammametBouchra Mebarki  
en finale

L'Algérienne Bouchra Rehab Mebarki s'est qualifiée samedi pour la finale d'un tournoi international de tennis, organisé du 21 au 24 juin à Hammamet (Tunisie), pour les jeunes de moins de 14 ans, après sa victoire par deux sets à zéro contre la Marocaine Yasmine Kabbaj (7-5, 6-4). Après un premier set relativement difficile, dans lequel elle s'était imposée sur le fil (7-5), la jeune algérienne a déroulé dans le second, en l'emportant assez facilement (6-4). En finale, prévue dimanche, Mebarki sera opposée à une autre Marocaine, en l'occurrence Chams Doha Zeghlouli, et avec l'ambition d'aller au bout, elle qui a très bien entamé ce tournoi de Grade 1. La Fédération algérienne (FAT) a engagé un total de six athlètes dans cette compétition. Outre Mebarki, qui a atteint la finale, Ramzi Brahimi est le seul à avoir réussi un bon parcours, en accédant au deuxième tour, où il fut cependant éliminé par le Marocain Mohamed Amine Hamouti (6-4, 7-5). Les quatre autres tennismen algériens engagés ont été éliminés dès le premier tour. Il s'agit de Mohamed Réda Ghettas et Ibrahim Soltani chez les garçons, ainsi qu'Amina Arnaout et Inès Chérif chez les filles. La sélection algérienne est encadrée en Tunisie par l'entraîneur national Wakil Keciba.

## JM-2018/ 2e journée

## Le karaté offre à l'Algérie sa première médaille

Le karaté a offert à l'Algérie sa première médaille aux jeux Méditerranéens de Tarragone-2018, par l'athlète Walid Bouabaoub qui a décroché le bronze de la catégorie des -75kg, samedi à Cambrils (Espagne), au moment où les résultats de ses compatriotes dans les autres disciplines, étaient tout juste moyens pour les uns et peu réjouissants pour les autres. Le karatéka Bouabaoub a battu son adversaire, l'Espagnol Ibanaz Sanz Torre Rodrigo sur le score de deux zéro (2-0), en match de repêchage pour la médaille de bronze. «J'étais complètement sonné par le coup reçu durant le combat. Je ne sais pas comment j'ai pu finir cette confrontation. Je suis très content d'avoir offert à l'Algérie sa première médaille durant ces jeux», a déclaré à chaud, Walid Bouabaoub, médaillé de bronze aux mondiaux de Paris en 2013. Lors de son entrée en lice, Bouabaoub a éliminé le Chypriote Loizides Panayotis (1-0), avant de perdre en

demi-finale contre le Turc Ultemur Erman (3-0). L'autre espoir de médailles pour l'Algérie reposait sur Lamia Maatoub qui n'a franchi qu'un tour, dans la catégorie (-68 kg) devant la Française Lea Azaveri (décision arbitre), avant de perdre contre la Slovène Lina Pusnik 3-1. De son côté, Widad Draou (-61 kg), exemptée du premier tour, a vu son chemin s'arrêter face à l'Espagnole Ferer Garcia Maria (5-1). Le même chemin a été empreinté par les autres karatékas, éliminés dès les premiers tours, à l'exception de Abdelkrim Bouamria (-60 kg) qui a atteint les quarts de finale, en passant le cap du Slovène Blaz Hribovsek (1-0), avant de chuter face à l'Italien Angelo Crescenzo sur décision des arbitres (1-3). Fayçal Bouakeul (-67 kg), espoir du karaté algérien de haut de ses 19 ans, a lui été éliminé dès son premier combat face au Français Garin Marvin, champion du monde espoir et médaillé d'or de la catégorie. En natation, la nageuse Amel

Melih a réalisé la meilleure performance algérienne en atteignant la finale du 50 m dos. Melih a terminé en 8e position, s'offrant sa meilleure performance de l'année en 29.41, à deux dixièmes de son record d'Algérie. «Je suis très contente, car je viens de faire une belle performance dans une course relevée. Je suis heureuse, car j'ai amélioré mon temps personnel. J'ai atteint la finale des Jeux qui est déjà, une performance pour moi. J'ai nagé avec des nageuses plus expérimentées», a souligné Melih. Les autres nageurs algériens engagés, lors de la 1re journée de natation n'ont pas pu passer les séries qui leurs étaient difficiles, en présence des athlètes d'Espagne, d'Italie et de Grèce, possédant un meilleur niveau. Au 100m nage libre (dames), Nesrine Medjahed s'est classée 6e et dernière de sa série, en 58.66, et a eu une autre sixième place en série de l'épreuve du 100m papillon en 1 :04.17.



CNMA

## Un total de 7 milliards de dinars d'indemnités

La Caisse nationale de mutualité agricole (Cnma) a indemnisé pour plus de 7 milliards de DA de sinistres (toutes branches confondues) à ses assurés au titre de l'année 2017, a indiqué, dimanche à Alger, son directeur général, Chérif Benhabiles. Le même responsable a fait savoir que cette caisse de mutualité avait également indemnisé des agriculteurs pour plus de 43 millions de DA suite aux dommages survenus lors des dernières intempéries ayant touché certaines régions du pays.

L'indemnisation globale de 7 milliards de DA concerne, non seulement les sinistres liés aux cultures et au bétail, mais aussi les équipements utilisés par les agriculteurs, a affirmé M. Benhabiles lors d'une rencontre avec les étudiants en fin de cycle de l'Ecole nationale supérieure agronomique (Ensa), qui entre dans le cadre d'une convention liant ces deux organismes en prévoyant, entre autres, le recrutement d'ingénieurs agronomes pour les besoins de la Cnma. A ce propos, il a fait part des «immenses besoins» de cette compagnie d'assurance en terme d'ingénieurs agronomes dans le sillage de l'élargissement de son réseau au niveau national. La Caisse compte déjà recruter une dizaine d'ingénieurs agronomes dès septembre prochain. A noter que la Cnma compte aujourd'hui 67 caisses régionales et 452 bureaux locaux répartis sur le territoire national. Elle assure les risques liés à l'élevage ovin, bovin, caprin, camelin ainsi que l'élevage de volaille. Pour l'assurance des cultures, elle prend en charge, entre autres risques, les incendies, les maladies des végétaux, les dommages liés aux intempéries.

R. N.

Libye

## Libération d'ingénieurs enlevés

Le gouvernement libyen a annoncé samedi soir la libération des trois ingénieurs turcs enlevés l'an dernier par des inconnus armés dans le sud-ouest de la Libye. D'après une source sécuritaire locale, un ingénieur allemand enlevé avec eux en novembre 2017 a également été libéré.

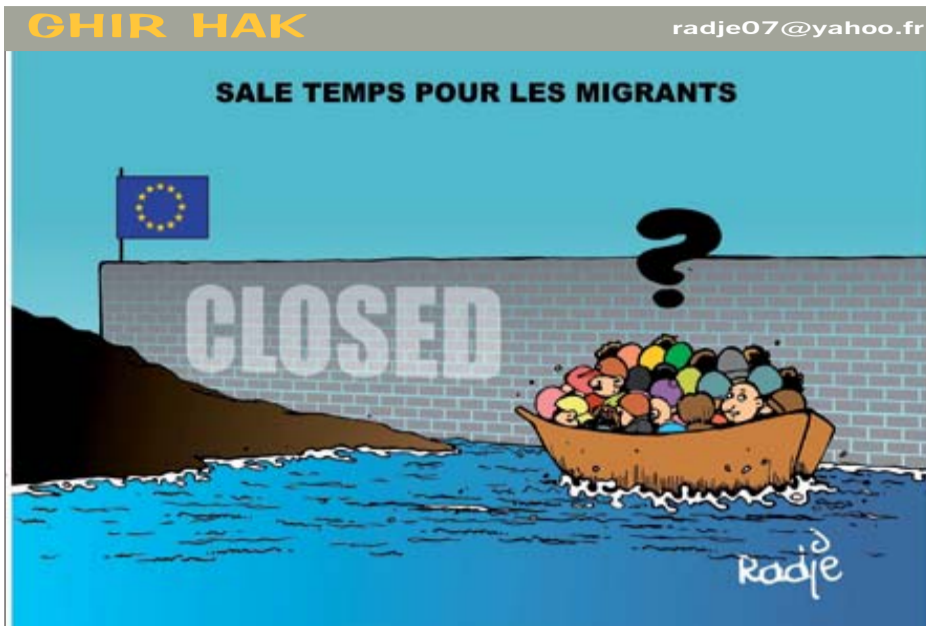
«Samedi soir, grâce aux efforts des services de sécurité, les trois techniciens turcs de la société turque Enka Teknik qui travaillaient sur le projet (de centrale au gaz d'Oubari) ont été libérés», a indiqué le service de presse du Premier ministre libyen Fayez Sarraj dans un communiqué en précisant qu'ils avaient quitté Oubari (sud-ouest) pour Tripoli, avant de gagner ensuite leur pays.

Un groupe armé inconnu avait enlevé ces trois ingénieurs turcs ainsi qu'un ingénieur allemand du groupe Siemens le 3 novembre dernier alors qu'ils travaillaient dans cette centrale électrique située à 1 100 km au sud de la capitale libyenne.

L'annonce de M. Sarraj a été confirmée par une source sécuritaire à Oubari, qui a précisé que l'ingénieur allemand avait également recouvré la liberté et que ces libérations ont eu lieu à la faveur d'une médiation menée par des responsables tribaux. Les enlèvements d'Oubari avaient entraîné le départ de la ville de plus de 600 travailleurs étrangers. La construction de la centrale au gaz avait débuté en 2012, avant d'être suspendue deux ans plus tard pour cause de détérioration des conditions de sécurité. Elle a pu reprendre depuis.

Après la chute du président Kadhafi en 2011, la Libye est entrée dans une période marquée par la violence et le chaos.

Farid D.



Boumerdès

## Un conducteur de moto tué dans un accident



Une personne est décédée hier dans un accident de la circulation survenu à Bordj Menaïel, à l'est de Boumerdès, tandis qu'un autre a été blessé, mais sa vie est hors de danger, a-t-on appris des services de la Protection civile de la wilaya.

Selon le capitaine Aït Kaci Ahmed, chargé de la communication auprès de ce corps constitué, l'accident est survenu aux environs de 5h15, lorsqu'une moto est entrée en collision avec un véhicule utilitaire au lieu dit Ouled Hmida sur un tronçon de la RN68 reliant Bordj Menaïel à Cap Djinet.

Le conducteur de la moto a rendu l'âme sur le coup, a ajouté le capitaine Aït Kaci,

précisant que les circonstances de l'accident ne sont toujours pas élucidées.

Par ailleurs, six personnes ont perdu la vie et 26 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus au cours des dernières 24 h, dans plusieurs régions du sud du pays, indique hier un bilan des services de la Protection civile. La wilaya de Bouira déplore le bilan le plus lourd avec le décès de trois personnes, alors que quatre autres ont été blessées suite à une collision entre un camion et un véhicule léger survenu sur l'autoroute Est-Ouest A1, dans la commune de Djebahia. Aussi, 23 personnes ont trouvé la mort et 29 autres ont été blessées

dans des accidents de la route enregistrés durant ces dernières 48 h sur le territoire, selon un bilan établi samedi par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'El Oued, ayant causé le décès de quatre personnes et des blessures à deux autres suite à une collision entre deux véhicules légers suivi d'un incendie, survenu sur la RN 48, commune de Hamria, daïra de Reguiba, précise la même source.

Les éléments de la Protection civile sont également intervenus pour deux cas de décès par noyade à Béjaïa (plage de Boulimat) et Aïn Defla (dans une mare d'eau à Aïn Lechiakh).

Reda A.

Tamanrasset

## Trois terroristes se rendent

Trois terroristes se sont rendus samedi aux autorités militaires à Tamanrasset, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN)

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et dans la dynamique des efforts de qualité fournis par les forces de l'Armée nationale populaire, visant à faire régner la sécurité et la quiétude dans l'ensemble du territoire national, trois terroristes se sont rendus, le 23 juin 2018, aux autorités militaires à

Tamanrasset en 6<sup>ème</sup> Région militaire», précise la même source.

«Il s'agit des dénommés Ghedir Mohamed Tarek, dit Abou Ali qui a rallié les groupes terroristes en 2014, de Messous Miloud, dit Abou Saïd qui a rallié les groupes terroristes en 2015, et de Gharbi Belkacem, dit Abou Fatima Al-Zahra, qui a rallié les groupes terroristes en 2015», souligne le MDN

L'opération «a permis, également, de récupérer trois pistolets mitrailleurs de type

ACTU...

Constantine

## Des quantités de drogue saisies

Des quantités de drogue dont de la cocaïne et de l'héroïne ont été saisies à Constantine durant les cinq premiers mois de l'année 2018, ont indiqué samedi des responsables de la Sûreté de wilaya.

Plus de 125 grammes d'héroïne, et près de 30 grammes de cocaïne ont été saisis par les services de police de la wilaya de Constantine durant les cinq premiers mois de l'année 2018, a fait savoir le responsable par intérim du service de la police judiciaire, le commissaire de police, Belmoukeur Mustapha lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation du bilan d'activité de ce corps de sécurité depuis le début de l'année en cours. Selon le même responsable, près de 40 kg de kif traité et plus de 25 300 comprimés de psychotropes ont été saisis durant cette même période, rappelant que les services de police avaient procédé durant la même période de l'année 2017 à la saisie de plus de 5 kg de kif traité et près de 900 000 comprimés de psychotropes. Le même responsable a indiqué que durant les cinq premiers mois de l'année 2017, aucune quantité de cocaïne ni d'héroïne n'a été saisie. S'agissant des personnes impliquées dans ces affaires, le même responsable a fait état de 418 impliquées dans 274 affaires enregistrées durant les cinq premiers mois de l'année 2018 contre 273 personnes impliquées dans 178 affaires liées à la drogue enregistrées durant la même période de l'année 2017.

M. L.

El Tarf

## Deux personnes mortes par noyade

Deux personnes, un adolescent et son père, ont perdu la vie samedi par noyade dans une plage interdite à la baignade relevant de la daïra de Ben M'hidi, dans la wilaya d'El Tarf, ont rapporté les services de la Protection civile. Les victimes R. Amer 44 ans et son fils, un adolescent de moins de 14 ans, ont trouvé la mort en s'aventurant sur cette plage non gardée, a-t-on indiqué. Il s'agit du deuxième cas de noyade à El Tarf, depuis l'ouverture de la saison estivale, après celui enregistré il y a une semaine à la plage Fertassa, relevant de la commune d'El Chatt, où la victime, un adolescent de 14 ans résidant à la cité des 800 Logements à El Chatt, a péri dans des circonstances quasi-similaires, a-t-on rappelé.

Les services de la Protection civile sont intervenus pour acheminer les corps des deux victimes vers la morgue pour les besoins de l'autopsie, a-t-on précisé de même source. Ils ont insisté sur l'importance du respect des consignes de baignade et le risque encouru en cas de baignade au niveau des plages non surveillées.

Reda A.

kalachnikov et neuf chargeurs garnis. Ainsi, le bilan des terroristes qui se sont rendus dans cette Région, depuis le début du mois en cours, s'élève à 11 terroristes et la récupération de 11 armes à feu et une quantité de munitions», note le communiqué.

«Ces résultats réalisés par les unités de l'ANP au niveau de la bande frontalière, dénotent de la ferme détermination de nos forces armées à préserver la sécurité de notre pays et la protection de nos frontières», conclut le MDN.

H. M.